CITÉ LIBRE

OCTOBRE 1958

SOMMAIRE

Quatre fois l'an **22** 50 cents le numéro

Cité libre

Rédaction: 84, rue McCulloch

Administration: C.P. 10, Station Delorimier, Montréal (34), Canada

Numéro 22 OCTOBRE 1958

Un manifeste démocratique

Henceforth, there must be no peace in the Province... Agitate! Agitate!! Agitate!!

(O'Callaghan, 1837)

I – UN ETAT DECHU

"La conduite de la justice dans notre province est soumise aux abus les plus criants: frais exhorbitants pour le justiciable; nominations purement politiques de personnages qui ne sont pas au-dessus de tout soupçon; immixion du procureur général dans certaines causes;... violation de domicile par la police provinciale, particulièrement en temps électoral;... combines entre les hauts fonctionnaires de la justice et des bandits;... engagement de gibiers de bagne comme agents provinciaux;... protection ouverte accordée aux maisons de jeu, de paris, de prostitution;... tolérance en dépit de la loi des liqueurs, de clubs et cafés ouverts à tous et à toute heure, même le dimanche;... partisannerie publique du haut du banc des magistrats de basse-cour nommés par le gouvernement provincial."

Ces accusations portées contre le gouvernement qui a siégé à Québec, je pourrais en citer des pages et des pages, et on les dirait toutes écrites d'hier dans quelque journal anti-duplessiste. Pourtant elles sont tirées du *Catéchisme des électeurs,* qui en 1936 constituait le cahier des doléances de M. Duplessis contre le régime Taschereau.

Et la description presque apologétique, faite par l'essayiste libéral Wilfrid Bovey, de la machine qui tint les Libéraux au pouvoir à Québec pendant 40 ans, pourrait s'appliquer à la lettre à l'emprise tentaculaire de l'Union nationale aujourd'hui: "By a kind of natural attraction more than by design deputy ministers, heads of services, departmental employees, provincial police, engineers and foremen on public works throughout the province have gradually become part of an informal but recognizable organization... What a tremendous weight its very tenure of office gives the party in power at the time of an election is something that need hardly be explained. It has been as difficult to defeat Mr. Taschereau in Quebec as it would be to name a new board of directors at a shareholders' meeting of the Canadian Pacific or the Royal Bank of Canada". (1)

Le père Chapdelaine avait raison, rien ne change au pays de Québec. Les générations se succèdent, les tares politiques restent; les hommes passent, les systèmes corrompus demeurent les mêmes. Si bien que M. Duplessis disparaissant demain, le rapport réel des forces qui déterminent les destinées de la Province ne changerait en rien, et l'orientation du pouvoir politique ne bougerait pas d'un degré.

Les premiers ministres québécois sont devenus des épiphénomènes. De même que des *draveurs* habiles s'équilibrent sur des billots flottants, mais ne modifient en rien la direction ou la force du courant, ainsi par l'astuce ou le sens de l'organisation, nos politiciens utilisent les passions et les énergies régnantes pour se maintenir personnellement au pouvoir, mais ce ne sont pas eux qui fixent le cours politique de nos existences.

Depuis l'épuisement du nationalisme, et en attendant l'instauration d'une foi démocratique, il n'existe plus au sens fort d'Etat civil au niveau provincial. Deux forces surtout commandent à nos destinées: le capitalisme international et le cléricalisme québécois. (2) Elles ne composent pas avec un Etat qui représenterait

---

(1) **Canadien (Toronto 1933), 130.**

(2) Jean-Charles Falardeau (voir **La Grève de l'Amiante, XIII**) soutiendrait qu'une troisième force, l'ordre politique, s'ajoute aux deux premières pour former "notre Sainte-Alliance." Son exposé est capital; mais je me demande si Falardeau serait vraiment en désaccord avec moi puisqu'il écrit ailleurs que "l'ordre politique a subsisté sans idéologie propre." Un Etat sans idéologie propre ne peut compter sur aucune fidélité propre; il ne trouve son appui que dans des forces extrinsèques dont il devient automatiquement le dépendant. — Certes M. Duplessis peut terrifier quelques évêques ou contracteurs qui attendent de lui des faveurs. Mais sans appui idéologique dans le peuple,

le bien commun temporel; elles composent entre elles, et il ne reste plus à l'Etat qu'à sanctionner leur *modus vivendi*.

Feu l'honorable Godbout l'apprit à ses dépens, qui heurta de front plusieurs évêques avec sa loi de l'instruction obligatoire, et qui se mit toute la finance à dos par l'étatisation de la *Montreal Light, Heat and Power:* il fut battu, en 1944, non tant par l'électorat, qui lui donna 40% du vote, mais par ses propres partisans qui lui retirèrent fonds et bénédictions. – Au contraire, M. Duplessis, comme M. Taschereau avant lui, fut amplement pourvu de ces deux ingrédients électoraux parce qu'il respecta les intérêts nantis du clergé dans l'enseignement et la propriété immobilière, et ceux de la finance dans l'exploitation économique de notre territoire.

C'est une erreur répandue que de croire que M. Duplessis a fait de l'autonomisme. C'est l'autonomisme qui a fait M. Duplessis, les patrons de celui-ci ayant intérêt à tenir au pouvoir quelqu'un qui les protègerait contre un Etat central exposé à prendre au sérieux ses responsabilités vis-à-vis le bien commun temporel.

II – LES IDEOLOGIES PARTISANES

L'Etat provincial n'existe donc plus guère en tant que réalité autonome, et l'extrême indigence de notre pensée politique en témoigne à satiété. Pour mémoire, illustrons la "pensée" de nos partis politiques par quelques exemples épars.

L'Union Nationale:

M. Barré, ministre de l'agriculture, affirme qu'il est "inutile de demander à nos gens de retourner sur les fermes quand il n'y a pas de terre disponible." M. Bégin, ministre de la colonisation, demande "aux évêques de suggérer aux curés de continuer, comme autrefois, à promouvoir la cause de la colonisation, de vanter les avantages de la terre." M. Duplessis déclare que "l'agriculture

---

mal lui en prendrait de se mettre **le Clergé** ou **le Capital** à dos. — C'est d'ailleurs pourquoi, dans le **Devoir** du 28 août 1957, M. Gérard Filion pouvait parler de "la déchéance de l'Etat québécois" devant les "capitaux étrangers." Et selon le **Devoir,** cité par **La Laurentie** (mars 1958) l'abbé Groulx voyait, en mars 1953, "en face de cette oligarchie (de capitalistes, d'ingénieurs, de techniciens pour la plupart étrangers), un Etat provincial déchu de toute prétention valable à l'autonomie, par son impuissance à fournir à la majorité de ses commettants, d'honnêtes moyens de vie, et d'abord, apparemment incapable de la libérer de l'esclavage économique."

est et doit demeurer la première industrie de la province de Québec." (3)

M. Duplessis accepte les octrois fédéraux aux universités pour l'année académique 1951-1952; mais depuis ce temps il pratique le chantage pour empêcher les universités de bénéficier de ces octrois. Autre temps, autre moeurs...

M. Duplessis qui a maintes fois déclaré que "l'entreprise privée recevra toujours l'entière coopération du gouvernement" nous a révélé tout dernièrement sur quelles théories loufoques il se fonde: lors de l'inauguration d'une nouvelle centrale hydro-électrique de la *Shawinigan Water and Power* (combien paye-t-elle à la caisse électorale?), le 24 septembre, le premier ministre disait des partisans de l'étatisme: "Ce sont surtout des gens inspirés par la critique haineuse, constante et perpétuelle qui font appel à l'étatisme. Si tout appartenait à l'Etat, qui payerait les taxes? Il faudrait que le gouvernement prenne l'argent ailleurs, qu'il le récupère d'une autre manière. Mais ici dans le Québec on ne vole pas. On paie ce que ça vaut." Il ne faudrait cependant pas conclure que c'est du vol quand l'Etat développe sa propre centrale à la Bersimis; en effet, explique le premier ministre, "il y a des occasions où l'Etat doit intervenir." (4) Cette théorie très claire permet à l'Etat de M. Duplessis d'intervenir en faveur de l'entreprise publique dans le secteur Dozois, et contre l'entreprise publique dans la distribution du gaz naturel. Dans le premier cas, M. Duplessis bafouait l'autonomie municipale par les Bills 27 et 58; mais dans le second il glorifiait l'autonomie des matières premières. (C'est du moins l'avis des commissaires de l'Hydro-Québec, qui se départissent d'un service public, au moment précisément où il devenait rentable, pour s'éviter de "mettre en valeur des produits étrangers et sur lesquels la province n'exerce aucun contrôle".)

Sans doute que les notions d'autonomie et d'entreprise privée ne sont pas simples; mais les commissaires de tout acabit semblent s'y retrouver dans la logique duplessiste. Voyez encore la Commission des liqueurs: le 21 mars 1957, elle refusait le permis de boisson au restaurant Hélène de Champlain, parce qu'elle ne voyait "pas décemment la ville de Montréal entrer en compétition avec les restaurateurs qui payent des taxes à la dite Cité." (Belle victoire de l'entreprise privée contre l'autonomie municipale). Quelques années plus tôt la même Commission s'en prenait à M. Roncarelli, parce que ce restaurateur se portait légalement

---

(3) Le Devoir, 16. XI. 56; 22. I. 58., 25. VIII. 58.

(4) The Gazette, 17.XII. 56.

caution de citoyens injustement brimés (au dire de la Cour suprême) dans leur liberté religieuse. (Belle victoire de l'autonomie provinciale contre l'entreprise privée des témoins de Jéhovah). — De toutes façons la boisson brouille les esprits, et "pour que la population de la province de Québec ne soit pas corrompue par l'alcool", le ministre de l'agriculture s'oppose à la légalisation de la vente du cidre. (Belle victoire de l'entreprise privée de la bière contre l'autonomie des matières premières; et doublement belle victoire de l'autonomie de la caisse électorale contre l'entreprise privée de nos pommiculteurs).

Sur la démocratie aussi, la pensée de l'Union nationale est une gigantesque escobarderie. Le 28 janvier 1953, M. Duplessis déclarait: "J'aime le peuple, j'aime la démocratie, et j'ai la conviction intime de présenter à cette Chambre la meilleure Loi électorale jamais présentée dans la province." Il s'agissait du Bill 34 qui permettait entre autres au parti ministériel le tripatouillage des listes électorales. Le même jour, M. Duplessis faisait expulser de la Chambre le député de Richmond, pour une remarque que le député niait avoir prononcée. Et deux jours plus tard, trouvant que l'opposition usait un peu fort de son droit de s'opposer aux mauvaises lois, M. Duplessis la fait taire en rappelant "combien les séances de la Chambre sont coûteuses... c'est le peuple du Québec qui paie." De plus, "nous sommes en démocratie et il faut, tout en différant d'opinion, respecter l'autorité. Il ne faut pas fournir à certaines personnes qui ne nous aiment pas, dans d'autres provinces, des arguments..." — Attaquer Duplessis, c'est en vérité trahir "la race"...

Les Libéraux Provinciaux:

Pendant des années, les "pactes de non-agression" entre Libéraux fédéraux et l'Union nationale ont démontré que dans la province de Québec l'intérêt électoral tient lieu de pensée politique libérale. Une critique interne du parti provincial nous oblige à conclure dans le même sens.

Presque toutes les mauvaises lois de M. Duplessis, y compris les Bills 19 et 20, le Bill 34, le Bill 27, etc. ont été adoptées grâce à la complicité du parti libéral. Jusqu'à tout dernièrement, ce parti était majoritaire au Conseil législatif, et conséquemment il aurait pu empêcher l'adoption de n'importe quelle loi. Or, loin de s'opposer, il a même pris l'initiative de présenter des lois douteuses: c'est ainsi que la pension J.-O. Asselin, proposée par le conseiller libéral Conners par dessus la tête de la Ville de Montréal, a eu l'appui de tous les Libéraux présents au Conseil législatif, et a été combattue par tous les Libéraux à l'Assemblée législative. De fait, la seule occasion notoire où les Conseillers libé-

raux aient bloqué une loi duplessiste, concerne un cas de taxation, où la finance a su protéger ses intérêts. Il faut cependant ajouter que depuis 1956, la Fédération libérale provinciale a commencé d'expulser du parti certains Libéraux qui votaient "de façon systématique contre les principes de base du Parti". Cela constitue une initiative démocratique très louable, mais le principe en reste fort confus, étant donné le désarroi où nage le parti libéral. Ainsi on a expulsé Grothé, Ross, Rochon, mais non les Libéraux qui au Conseil municipal de Montréal font le jeu de l'Union nationale (e.g. cooptation de J.-P. Hamelin et de Lucien Croteau, grâce au concours libéral.)

Considérez aussi le cas Fournier: en janvier dernier le Congrès libéral national accueille le sénateur-maire; au printemps, les journaux nous annoncent qu'une association libérale d'Abitibi présentera au Congrès libéral provincial une résolution demandant l'expulsion de M. Fournier des rangs du parti; fin de mai, le Congrès se déroule sans être saisi de la résolution; début de septembre M. Lesage déclare qu'il n'a jamais entendu une telle demande d'expulsion au Congrès (d'après le procès verbal de M. Lesage il s'agit du Congrès de la Fédération provinciale; mais qu'est-ce que ça vient faire? M. Lesage était encore député *fédéral* lors du dernier Congrès de la Fédération provinciale, en novembre dernier); finalement, fin septembre, M. Lesage se dit "déçu" de M. Fournier, et ajoute qu'il appartient au prochain congrès "de déterminer l'allégeance de certains citoyens qui se prétendent Libéraux." Ça fait bien des congrès, mais peu d'action.

"Les principes de base du parti", cela semble donc constituer une norme assez imprécise. C'est ainsi encore qu'en 1954, les Libéraux *ont voté contre* la Loi de l'impôt provincial sur le revenu. En 1956, ils *évitent de se prononcer* sur la même loi, en sortant deux fois de l'Assemblée législative et en reconnaissant candidement leur incompétence totale: "Il ne nous est pas possible d'examiner cette loi sérieusement sans avoir devant nous le rapport de la Commission Tremblay". Enfin en 1958, les Libéraux *se prononcent en faveur* de la même loi sur l'impôt.

Sur le Bill 27 (Dozois) la pensée libérale est toujours vacillante. Le chef intérimaire de l'opposition déclare: "On peut avoir des inquiétudes au sujet de l'autonomie de la métropole... La loi créera de l'anarchie dans l'administration de Montréal..." Et pourtant il ajoute: "Constatant que le bill est de nature *absolument privée* nous n'avons pas l'intention de prendre sur ce bill une position de parti.." — Mais le même chef bat tous les records quand, en un seul jour (20 février 1957), il révèle l'absence de pensée libérale sur trois sujets majeurs. A propos du Conseil Canadien des Arts: *"A tort ou à raison,* Ottawa s'imagine qu'il

est justifié de remédier à des carences." Puis, parlant de l'aide fédérale aux universités: "*Je me demande si* le gouvernement provincial a un moyen efficace d'empêcher le fédéral de percevoir ainsi les taxes qu'il perçoit actuellement, et *si oui je me demande pourquoi* il ne l'emploie pas." Enfin, sur la question de l'impôt provincial sur les corporations: "Le fédéral croit, *à tort ou à raison*, qu'il doit prendre des revenus dans les provinces riches..."

Pour compenser toutefois, M. Hamel a des opinions très nettes sur les philosophies politiques: "Les gens de l'Union nationale... ont implanté le paternalisme d'Etat à un degré qui frise le socialisme, lequel — comme dit souvent le premier ministre — *mène tout droit au communisme*." Comme quoi il n'y a pas que Duplessis et Drapeau pour créer le mythe communiste! Et n'y eut-il pas jusque M. Lapalme qui se crut obligé, en 1956, de combattre les P.S.D. en déclarant que les socialistes centraliseraient l'éducation à Ottawa? Faible manière de faire oublier les faux-fuyants de son propre parti sur les octrois fédéraux aux universités... (Voir le *Devoir*, 24. XI. 56)

Sans doute que les conditions intenables où un chef libéral doit travailler expliquent en grande partie ces carences idéologiques, chez des hommes politiques par ailleurs respectables. Au Congrès de mai 1958, M. Lapalme déclarait que durant ses huit années de service, il avait dû constamment lutter contre les puissants du parti qui voulaient en empêcher la démocratisation ("mettre la hache dans la Fédération") et le réformisme ("avec la politique sociale de Lapalme on n'est pas capable d'avoir assez d'argent"). Quelques jours plus tôt, M. Hamel qui avait été chef suppléant et leader parlementaire enregistrait un aveu terrible: "Le parti semble être tombé sous le joug d'une petite clique qui domine l'orientation et les finances. Personne ne semble savoir qui sont ces gens au juste ni ce qu'ils représentent mais ils sont là et ils mènent tout comme ils veulent."

Cela changera-t-il sous M. Lesage? Dès le soir de son élection comme chef, il déclarait: "Il faut que (le parti libéral) continue à élargir ses rangs, à démocratiser ses cadres et à préciser sa doctrine."

Une semaine plus tôt il avait également déclaré à P. Laporte du *Devoir:* "Je voudrais que les candidats libéraux, dans tous les comtés, soient choisis par des congrès convoqués par l'Association libérale provinciale locale." Or cela est-il réalisable par les "Structures du parti Libéral provincial" adoptées au Congrès de la fédération libérale (novembre 1957) et approuvées par le Congrès libéral (mai 1958)? A côté d'une fédération organisée démocratiquement, ces structures mettent sur pied des organisations

électorales qui semblent destinées à prendre tout en main au moment des élections. De tels points demandent à être expliqués avant que la démocratisation du parti ne soit prise au sérieux. Or ce n'est pas à cela que M. Lesage semble s'employer depuis mai dernier. Et ce n'est pas non plus la doctrine qui a pris beaucoup de son temps. Certes il fut d'une énergie admirable: il a tenu beaucoup d'assemblées et fait un grand nombre de déclarations; mais à peu de choses près il semblait satisfait de répéter ce qu'il avait lu dans *le Devoir* de la veille. C'est ainsi que, poussé par les événements, il en est arrivé à favoriser l'étatisation du réseau de distribution du gaz, alors que membre du Cabinet St-Laurent il avait milité contre une telle mesure.

Vérité en deçà de l'Outaouais...

Le Parti Social Démocrate

Dans le cas du P.S.D. il est impossible de parler d'indigence de la pensée: ce parti a été fondé sur une idéologie politique. Certes ces idées ont évolué quelque peu entre le Manifeste de Régina en 1933 et la Déclaration de Winnipeg en 1956; elles ont même présenté des difficultés d'application comme dans le cas des nationalisations au Saskatchewan; elles ont parfois été formulées après de graves dissensions internes, comme en matière de politique internationale. Il reste que ce parti a eu sur toutes les questions et devant tous les événements une pensée politique positive, nettement identifiable et généralement cohérente.

Mais, si l'on en juge par les élections dans le Québec, où le parti recueille un pourcentage de votes variant autour de un ou deux pour cent, la pensée sociale-démocratique n'a guère pénétré dans notre Province. Et cependant dans la mesure où cette pénétration s'est faite, il s'est créé des incohérences temporaires dans la doctrine du parti: les tempêtes sur le bilinguisme ont fini certes par se calmer; mais les attitudes prises sur la question des octrois fédéraux aux universités et sur celle de l'impôt provincial restent encore difficilement réconciliables.

Mais au fond, ce n'est pas cela qui est grave. C'est que le coût, compté en temps et en énergies humaines, des minimes avances du P.S.D. dans la Province reste effarant. Car il ne s'agit pas d'équipes nouvelles venant sans cesse s'ajouter aux anciennes; il s'agit d'équipes successivement brûlées les unes après les autres, et dont les débris, comprenant des hommes de grande valeur, sont souvent devenus inutilisables pour les efforts subséquents. Tonneau des Danaïdes, le parti semble toujours perdre en gens désabusés un nombre égal à chaque nouveau courant de recrues en-

thousiastes. Une classe sociale, un groupe ethnique ou une génération qui entre suffit tout juste à remplir le vide laissé par celui qui sort.

Malgré les transformations profondes qui ont bouleversé la Province depuis quinze ans, malgré la libération des esprits dans bien des domaines, le P.S.D. québécois ne compte probablement pas plus de cotisants, ni plus d'électeurs en 1958 que le C.C.F. provincial n'en comptait en 1944. Certes, après chaque congrès ou manifestation, les militants enthousiastes vident un pot en se disant que "cette fois, ça y est"; mais aux tables voisines et dans la rue un même électorat indolent reste sourd à leur présence.

Un parti qui se re-fonde sans cesse sur des néophytes risque d'être doctrinaire. Je ne puis m'expliquer autrement que le P.S.D. provincial, qui avait un nombre insignifiant d'électeurs, encore moins d'adhérents, et aucune existence parlementaire, ait refusé si obstinément toute formule de Rassemblement qui ne fût pas la réplique exacte du P.S.D. Mais cet isolationisme entêté est peut-être appelé à disparaître; car le Congrès national du P.S.D. tenu en juillet dernier, a marqué son adhésion unanime à la résolution du Congrès du Travail du Canada, adopté en avril 1958, aux termes de laquelle "on sent le besoin d'un mouvement politique populaire ayant une base très large et qui grouperait le P.S.D., le mouvement syndical, les organisations d'agriculteurs, les membres des professions libérales et toutes autres personnes d'esprit libéral..."

Stanley Knowles, une des grandes personnalités du C.C.F. commentait cette résolution dans le *Social-Democrate* (mai 1958, p. 6): "Tous ces changements annoncent-ils la fin du P.S.D.? Si notre loyauté au P.S.D. ne tient qu'à un nom, oui... Il est maintenant temps d'édifier une organisation qui sera le parti d'un plus grand nombre de citoyens." Que le P.S.D. national, fort de remarquables traditions parlementaires et de l'adhésion de 10% de l'électorat, en soit amené à avouer son impuissance dans son identité actuelle, cela donne à espérer que le P.S.D. québécois mesurera l'efficacité de son action avec un peu plus de réalisme et qu'il en tiendra compte pour son action future.

Mais nous n'en sommes pas là. J'en suis encore à démontrer la pauvreté de la pensée politique dans le Québec, et si intéressante qu'ait été celle du C.C.F. c'est un fait qu'elle n'a guère été présente dans notre province. On peut déplorer *ad nauseam* que cette absence soit due aux dénonciations de Mgr Gauthier et du Cardinal Villeneuve, en même temps qu'au peu de vision de nos prophètes laïcs et religieux. Mais il reste que la pensée sociale-démocratique n'a guère contribué à combler le vacuum idéologique du Québec.

Les Créditistes

Lors de l'élection provinciale de 1948, la dernière qu'ils aient contestée dans la Province en tant que parti, les Créditistes ont recueilli environ 8% des suffrages. Le créditisme constitue donc une présence idéologique. A première vue, ses idées forment un ensemble assez cohérent, de nature peut-être à réhabiliter l'usage de la raison dans les démarches politiques: doctrine économique, glorification de la libre entreprise, hostilité contre le syndicalisme, opposition absolue à tout système d'assurance-santé où l'Etat est mêlé, refus d'admettre comme une fonction de l'Etat la réalisation du plein emploi et de la sécurité sociale.

De fait, le Crédit social a déclenché chez ses partisans des manifestations de zèle politique remarquables, et qu'on ne trouve plus dans les partis traditionnels. Durant les années de crise, la condamnation du libéralisme et du socialisme avait créé un vacuum idéologique au Québec; le besoin d'un "système" de salut avait alors poussé bien des gens à embrasser le créditisme. Mais avec le temps ce système s'est avéré bien incapable d'enrichir notre pensée politique; et en dernière analyse il a fait tout le contraire que d'établir un climat de raison dans notre vie politique.

Les activités et les manifestations créditistes s'inspirent de formes assez primitives de fétichisme, où le chapelet et les fanions, les bérets blancs et *Quadragesimo Anno* sont destinés à mettre la Providence du côté des "missionnaires" qui vendent *Vers Demain* et des théoriciens qui confondent les légions ennemies. Le système économique lui-même tient plus à la magie qu'à la science, et devant les contradicteurs le fanatisme a vite fait de suppléer à la logique. (5)

Dans un discours radiodiffusé le 18 décembre 1946, M. Solon Low, chef national, nous apprenait que les mêmes hommes avaient financé la révolution communiste et la prise du pouvoir par Hitler! Bien plus, "there is a close tie-up between international Communism, international finance and international political Zionism." Ainsi donc, les financiers et les communistes conspirent ensemble, et ça c'est la faute des Juifs! M. Low se doit néanmoins de condamner l'anti-sémitisme des Créditistes qué-

---

(5) Les étudiants en sciences sociales avaient invité M. Even et Madame Mercier-Côté à exposer la doctrine créditiste en une série de leçons à l'Université de Montréal; après une première rencontre suivie d'une tentative de "discussion", les étudiants jugèrent inutile de poursuivre l'expérience. — On lira aussi avec intérêt **le Hansard** pour mars 1938, quand les députés créditistes essayèrent d'expliquer leur doctrine à la Chambre des Communes. (Consulter **Comment**, octobre 1952.)

bécois. Ainsi le 14 avril 1950, M. Low nous apprend que ses ci-devant affiliés, l'Union des Electeurs du Québec, sont "a dictatorial organization, spreading anti-semitism and other destructive propaganda throughout the province." Et le 22 mars 1957, il revient à la charge: L'U.E. est "nothing but a commercial affair based on Facist tactics and thriving on suspicion and racial prejudice." Pour ce qui est de la "chefesse" Madame Côté-Mercier: "This lady believes herself to be a prophet, the spokesman and the sole owner of Social Credit."

Comme expertise, on ne saurait souhaiter mieux. Mais le Québec peut produire aussi ses propres experts. C'est ainsi qu'en avril 1957, un M. Jules Therrien, "chef provincial du Credit social dans la province de Québec" rappelle à Madame Côté-Mercier le temps où, entre autres, "elle faisait jurer aux jeunes gens et aux jeunes filles... de ne pas se marier durant une période de deux ans afin de consacrer tous leurs efforts à vendre le journal *Vers Demain*". Il conclut: "L'Union des Electeurs, telle qu'organisée par Mme Côté-Mercier, est une affaire commerciale, raciale, antisémite, anti-démocratique et tout simplement ridicule — une sorte de congrégation politico-religieuse et mercantile."

Puis, le mois dernier, M. Réal Caouette (seul député que l'Union des Electeurs ait jamais élu) devenait président d'un Ralliement créditiste qui s'est donné pour tâche de "débarrasser le Crédit Social de toutes ces démonstrations de cirque et de lui redonner son caractère sérieux et réaliste." M. Caouette ne pouvait plus s'exprimer librement dans le journal de l'Union des Electeurs, *Vers demain,* qui "descend maintenant dans les attaques les plus basses et les plus inutiles", qui "préfère s'adonner au chantage de bas étage". M. Caouette rappelle qu'en 1956 *Vers demain* avait ridiculisé Robert Rumilly qui traitait ses directeurs de gauchistes; mais en août 1958, le même journal publie la prose de Rumilly qui accuse de gauchisme *le Devoir,* les ligues de moralité, etc. "C'est devenu une marotte chez certains illuminés de *Vers demain* qui souffrent d'une psychose de persécution."

Mais l'Union des Electeurs sait se défendre. D'après elle, M. Low et ses partisans sont des "rats". Ils ont agi "contrairement aux décisions prises aux deux conventions nationales de Toronto et de Régina." On ne songe pas à reprocher à M. Blackmore ses fantasmagories sur la "conspiration turco-mongolienne"; ni à M. Aberhart ses lois qui portaient atteinte à la liberté de presse; mais on rappelle que celui-ci en Alberta a renié Douglas et le créditisme. Quant au Ralliement de M. Caouette, on le qualifie dans *Vers demain* de "dissertation bruyante d'hommes mécontents." Ce sont des "électoralistes qui ont des ambitions frustrées."

On serait frustré à moins. Avant 1952, l'Union des Electeurs présentait ses propres candidats. En 1956, l'Union appuie à fond le parti libéral provincial et présente 5 candidats sous cette étiquette. Aux élections fédérales de 1957, l'Union des Electeurs incitait ses partisans à voter contre les Libéraux, et même contre les Créditistes de M. Low (*le Devoir* 29. V. 57). D'après M. Caouette, *Vers demain* avait même demandé de voter pour M. Diefenbaker et avait salué l'élection des Conservateurs comme une grande victoire. A cette époque, M. Low disait qu'il pourrait y avoir une coalition temporaire entre son parti et les Conservateurs. Mais M. Caouette, en septembre 1958, découvrait déjà que "le gouvernement Diefenbaker n'est qu'une copie du gouvernement libéral." Enfin, le 8 octobre 1958, le publiciste du mouvement Caouette déclarait que "nous favoriserons l'élection des candidats de M. Jean Drapeau."

III – LES AUTRES IDEOLOGIES POLITIQUES

On se surprend à se demander si ce n'est pas plutôt *vers hier* que tout ce charabia veut nous mener. Mais la tragédie reste que même en dehors des partis québécois, il ne semble pas exister de pensée politique capable de combler notre vacuum idéologique.

Le nationalisme chez nous n'est plus une force idéologique. Depuis que les nationalistes ont commencé de s'accuser les uns les autres d'être de gauche et de droite, nous avons enfin la preuve qu'il n'est plus possible de définir adéquatement ses idéologies politiques par seul référence à la "nation". Il y a des "nationalistes" dans tous les camps, et désormais pour s'identifier, il faut faire appel à d'autres concepts: liberté, démocratie, progrès social, ou bien au contraire, ordre, autorité, conservatisme. — Ce sont ces notions qui ont permis à Rumilly de détecter le "réseau gauchiste" (6); ce sont elles aussi qui ont permis des alliances qui s'é-

---

(6) Les écrits de M. Rumilly ne sont pas toujours drôles; mais ce diable d'histrion est un expert dans l'art comique de recevoir sur le nez ses propres boomerangs. Dans son **Infiltration gauchiste,** il tente de faire l'unité des "bons" catholiques contre les dangereux gauchistes; mais il reçoit en plein visage un article du père Legault publié dans **L'Oratoire,** et un autre du père Lamarche dans **La Revue Dominicaine.** Dans le même livre, M. Rumilly met de son bord trois professeurs de l'Université de Montréal, "presque les seuls aujourd'hui à résister au courant gauchiste". Mais ceux-ci, dans une lettre ouverte au **Devoir** (17. I. 57), répondent à M. Rumilly qu'ils "ne prennent pas au sérieux la croisade anti-gauchiste de **Notre Temps** et Cie... Ils sont agacés de se voir ranger avec les arriérés de quelque étiquette qu'on les décore." Et pan!

tendent depuis les intégristes jusqu'aux feuilles jaunes, depuis les fascistes jusqu'au laurentiens. (7)

M. Duplessis, en établissant la Comission Tremblay, considéra beaucoup plus la tendance sociale de ses commissaires que leur nationalisme. Néanmoins, le rapport Tremblay — au dire de ceux qui ont pu en obtenir des copies — incarne en quelque sorte l'idéologie nationaliste traditionnelle. Peine perdue: le Cheuf n'est pas consommateur. Et l'Union nationale, pour qui vote une bonne partie des nationalistes, a simplement enterré leur "bible", tandis que les nationalistes qui l'avaient rédigée n'ont pas osé élever la voix. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on ne se fait plus tuer pour le nationalisme...

Les Ligues d'action civique n'ont pas d'idéologie déterminée. Elles nous annoncent cependant qu'un président, honoraire et non élu, M. Jean Drapeau, va leur en fournir une. Ce sera à voir dans le temps. Espérons que ne se perpétuera pas l'immense méprise qui depuis quelques années fit passer la moralité pour une idéologie: cela nous a valu de vivre les contradictions les plus grotesques. C'est ainsi que contre toute mise-en-garde, les syndiqués ont élu Drapeau à la mairie en 1954 sans lui demander son programme, et qu'ils l'ont combattu en 1957 sans se soucier de celui de ses adversaires. Ils l'accusaient d'avoir été réactionnaire mais se pardonnaient volontiers à eux-mêmes d'avoir délégué un fasciste et des duplessistes à l'Hôtel de Ville. — M. Drapeau fit la guerre à outrance contre le plan Dozois, comme étant "une mesure essentiellement communisante, car elle substitue l'intervention de l'Etat à l'entreprise privée et aux coopératives." Le "communisant" en l'occurence était M. Croteau, un ancien Libéral qui faisait maintenant le jeu de M. Duplessis. En conséquence les drapistes purent accuser l'Union nationale d'ingérence dans les affaires de Montréal; en particulier ils reprochèrent amèrement à la machine duplessiste de s'être mêlée de l'élection mu-

---

(7) Comme curiosité historique, une certaine prose est à feuilleter. Le premier numéro de **Laurentie** se présentait comme préparant "la voie à notre Salazar, à notre Bolivar, au Libérateur que notre peuple attend depuis un siècle". Ce genre de revue (car il y a aussi **Tradition et Progrès** et les **Cahiers de la Nouvelle-France)** contient des choses tellement énormes qu'on ne sait plus quoi citer. Voici quand même un échantillon (p. 38): "L'affiliation Libéralisme-Etatisme-Totalitarisme est toute aussi rigoureuse. La forme politique immédiate, directe de l'individualisme étant le Libéralisme, et le Libéralisme impliquant la Démocratie, c'est-à-dire le gouvernement de tous, c'est-à-dire d'aucun, un tel régime mène tout droit à l'anarchie. Or l'anarchie est à ce point un état antinaturel qu'on ne saurait y vivre. Elle meurt de ses propres abus et voilà pourquoi l'électorat du Québec ne peut assurément adhérer à cette politique athée. Son christianisme l'en empêche."

nicipale de 1957; mais ils oublièrent volontiers que M. Drapeau en 1956 s'était immiscé dans l'élection provinciale en tentant de faire battre M. Hanley dans le comté de Sainte-Anne. (Le même Hanley qui en 1957 empêcha M. Croteau d'être co-opté par la classe "B" des conseillers... en attendant d'y collaborer en 1958.) -- Enfin la Ligue d'action civique, qui a naguère rendu à l'entreprise privée certains services municipaux, s'indigne aujourd'hui quand la Province fait pareil avec les services de distribution du gaz.

Non, décidément, la "moralité" n'a pas réussi à combler notre vide idéologique. Elle ne réussira pas plus d'ailleurs à épurer nos moeurs politiques; car un peuple qui ne croit pas à la démocratie n'a pas de raison de vivre une morale démocratique. (8)

A ce propos, il faut ajouter aussi que "la doctrine sociale de l'Eglise" ne peut pas constituer une idéologie politique. L'éthique catholique que cette doctrine propose s'exprime en termes très généraux et s'adresse à des hommes vivant dans les pays et sous les régimes les plus divers. C'est donc aux différents groupes de catholiques à en tirer les conséquences politiques pour leur situation particulière. Mais encore là, il faut noter que ces conséquences varient d'un homme à l'autre.

Dans le domaine de l'éducation par exemple, on trouve des oppositions fort graves. En janvier 1958, le Cardinal Léger disait du rôle du clergé dans l'éducation: "Nous avons fait là un travail considérable depuis deux cents ans. Et je peux dire qui si nos laïcs avaient fait autant que le clergé, nous serions aujourd'hui un grand peuple." Si cette phrase a un sens, elle veut sans doute dire que les laïcs auraient dû et devraient encore faire davantage. Mais n'est-ce pas le clergé qui a contribué à les en empêcher quand il prêchait contre la scolarité obligatoire et le rétablissement d'un ministère de l'Education? Et n'est-ce pas encore Mgr Chartier qui condamne et calomnie les universitaires catholiques parce qu'ils réclament l'éducation gratuite à l'encontre d'un premier ministre qui a déclaré que "l'Eglise condamne un tel système" (Presse canadienne 6. XII. 56)?

On a vu, il y a deux ans, un autre exemple de ce qui arrive

---

(8) On me pardonnera de ne pas développer ici une idée que j'ai souvent exprimée. Voir par exemple "Some obstacle to democracy in Quebec", **Canadian Journal of Economics and Political Science** Aug. 1958, p. 311. Dès décembre 1952, dans **Cité Libre,** j'élaborais une théorie de "notre immoralisme profond" qui me permettait de voir juste sur le cours politique des années à venir; si ces pages avaient été comprises nous n'aurions pas vu s'aliéner dans le "moralisme" tant d'énergies qui eussent pu s'employer utilement à l'édification d'une politique démocratique.

quand quelqu'un tente de tirer des conclusions pratiques de la doctrine sociale de l'Eglise. Jacques Hébert ayant demandé au Conseil catholique de la presse de prendre position sur la déclaration des abbés Dion et O'Neil, le R.P. Martin, MM. L.-P. Roy et Robert Keyserling préfèrent saboter le Conseil que d'avoir à se prononcer (*Vrai*, 22. IX. 56). Le mois suivant, M. Léopold Richer—et nul n'est plus près du Pape que M. Richer—publie dans son journal une série de trois articles (où tout n'était pas faux du reste) de M. Rumilly contre les deux abbés. Mais de mois en mois les affaires se gâtent; des Sainte-Croix, des Dominicains, des Jésuites, ont ridiculisé le Rumilly de *L'infiltration gauchiste;* la droite s'aperçoit qu'elle n'a plus la partie si belle, et M. Richer se tire du combat en annonçant, le 6 avril 1957, que "*Notre Temps* n'accentuera pas la division du clergé." Entretemps, il avait découvert qu'il peut exister "une gauche honnête"; mais "être de gauche, c'est assumer des risques formidables." Son collaborateur à *Notre Temps,* M. Marcel Clément, avait également découvert qu'il "est possible de pratiquer la vie chrétienne et de se vouloir ou de se dire catholique de gauche. C'est possible, — mais c'est dangereux." Evidement, on ne peut pas demander à tout le monde la bravoure...

C'est peut-être en rapport avec la notion d'autorité qu'on peut le mieux voir que la doctrine sociale de l'Eglise ne saurait tenir lieu d'idéologie politique. S'il est une vérité que cette doctrine a rabâchée sur tous les tons, sauf le bon, c'est bien que toute autorité vient de Dieu et qu'il faut la respecter. Or il ne se passe guère de semaine sans qu'une autorité quelconque nous fasse comprendre que la seule autorité à respecter, c'est la sienne: ce qui est la définition même de l'anarchie. — La lettre Dion-O'Neil a dit clairement que les autorités religieuses n'ont pas toujours respecté l'autorité des lois électorales; *le Devoir* et *Vrai* ont publié des documents dans le même sens. — L'été dernier un curé des Cantons de l'Est, mécontent des résultats d'une élection, se substitua à l'Etat et s'érigea en gardien de la paix: "Il sortit de son presbytère armé d'une carabine à plomb et se rendit en auto au lieu des célébrations pour demander à tout ce monde de se disperser." (*Le Devoir* 21. VIII. 58) — Les politiciens des deux partis enseignent le mépris de l'autorité judiciaire, quand les juges ont été nommés par un parti rival. — M. Duplessis prêche partout le respect de l'autorité; mais il nous en indique les voies en ridiculisant les présidents des deux chambres législatives qu'il mène par le bout du nez. Enfin il sape la grande confiance que jusqu'ici nous avions dans les Jésuites en nous révélant qu'il y a au moins un bolcheviste dans leurs rangs. (25. I. 58) — Dans la même veine, mais à l'aide des encycliques, un nouveau théologien de la T.V., M. Raymond Barbeau, confond comme philo-commu-

niste un prêtre de Sainte-Croix, professeur à l'Université canonique de Montréal. (11. V. 58)

N'est-il pas évident que la doctrine sociale de l'Eglise peut conduire à tout comme à rien, en politique? Comme pour le nationalisme et le moralisme, ses tenants sont dans tous les camps et ils en ont les idéologies: nulles. Bref, ce serait une erreur de compter sur cette seule doctrine pour combler le vacuum de notre pensée politique.

IV – UN OBJECTIF MINIMUM: LA DEMOCRATIE

La pauvreté extême, le désarroi complet de notre pensée politique témoignent de l'inexistance de notre Etat provincial en tant que réalité autonome. Comme je l'indiquais au début de cet article, la sphère politique est devenue un *clearing-house* entre les intérêts cléricaux et les intérêts financiers; les politiciens sont de bien petits agents de change qui travaillent à salaire ou à commission. Et tant qu'il en restera ainsi, le bien commun ne sera pas servi dans notre Province.

Il importe donc de revaloriser l'Etat provincial, en lui accordant la primauté sur les intérêts particuliers qui le dominent actuellement. Et pour cela, il faut considérer la politique comme une sphère autonome et suréminente où la pensée et l'action se conjuguent selon des lois rigoureuses et exigeantes. Dans la conjoncture politique actuelle je crois que pareille entreprise est possible et c'est à en marquer les jalons que le reste de cet article s'emploiera.

Commençons par reconnaître qu'il y a – au moins en puissance! – des éléments politiques valables dans la province de Québec. Comme tout le monde, je peux dire que je connais personnellement un certain nombre d'hommes, adhérents ou non de différentes formations politiques, qui sont droits, courageux, enthousiastes et désintéressés. Je les respecte assez pour ne pas m'être senti obligé, dans les deux chapitres précédents, de ménager leurs susceptibilités de partisans. Et de fait, mon but n'était pas d'attaquer des hommes, mais plutôt les systèmes et les partis qu'ils enchaînent. – C'est à ces éléments valables que le présent article s'adresse. Car le moyen de les libérer et de décupler leurs forces, c'est avant tout de les grouper par l'esprit.

Je récuserai d'abord le pessimisme d'un Isocrate qui – parce qu'il n'y a pas eu une ruée vers le parti libéral à la suite de ses articles de journaux – conclut que nous sommes politiquement une génération d'impuissants. Cela n'est pas. L'impuissance des uns, dans une génération, n'est que la trop grande force des autres à dresser des obstacles. L'impuissance de ceux de notre gé-

nération qui se donnent pour réformistes vient de ce qu'ils sont divisés, et cela parce qu'ils veulent renverser tous les obstacles à la fois.

Dans une analyse précisément intitulée "Obstacles à la démocratie" (9) j'indiquais que la démocratie se développe en deux temps. Durant le premier, la démocratie lutte pour s'établir: elle doit alors renverser ou contourner des obstacles idéologiques et des obstacles institutionnels. Pendant la seconde étape, celle de la démocratie établie, les obstacles sont en quelque sorte intérieurs à la démocratie: conscient que la liberté ne se conserve que par une vigilance éternelle, les citoyens doivent sans cesse perfectionner les institutions par lesquelles ils se gouvernent, et les adapter aux exigences d'une société et d'hommes toujours changeants: population croissante, problèmes de fédéralisme, industrialisation, bureaucratie envahissante, concurrence militaire et commerciale des totalitarismes, etc.

Or "les difficultés particulières au Québec viennent de ce que notre population en est arrivée au stade de la démocratie établie sans avoir traversé celui de démocratie combattante". En conséquence, "alors que nous sommes encore tout empêtrés dans les obstacles idéologiques et institutionnels du premier stade démocratique, nous devons en plus trouver les moyens de surmonter les obstacles du second, contre lesquels il n'en serait pas de trop de concentrer toutes les énergies d'un peuple autrement plus libre et convaincu que nous le sommes." (9)

Je ne reprendrai pas ici mon hypothèse historique à l'effet que "les Canadiens français forment peut-être le seul peuple connu de l'histoire qui jouisse de la liberté démocratique sans en avoir conquis les avantages de haute lutte." Qu'on discute cette conclusion on non, les faits qu'elle a l'avantage d'expliquer demeurent les mêmes: les Canadiens français se conduisent comme s'ils ne croyaient pas en la démocratie; et quoi que vivant dans des cadres en apparence démocratiques, ils n'ont pas encore neutralisé les idéologies et les institutions dominantes qui constituent les obstacles traditionnels à la démocratie.

J'espère qu'on ne m'obligera pas encore une fois à reprendre la démonstration de ces faits (10). L'immoralisme électoral et ci-

---

(9) **Rapport** de la première conférence annuelle de l'Institut canadian des affaires publiques (1954), pp. 36 et suivantes.

(10) Outre mes articles déjà cités ci-dessus, et les références qui s'y trouvent, voir la série "Cheminements de la politique" publiée dans le journal **Vrai**, de février à juin derniers, et en particulier l'article du 3 mai 1958 où je dus établir — contre un contempteur typi-

vique des Canadiens français, (11) leur penchant pour l'autoritarisme, les thèses anti-démocratiques qu'ils apprennent au collège, les structures non-adultes où ils se débattent à l'université, le peu de place qu'ils occupent comme laïcs dans l'Eglise québécoise, les cadres sociaux étroits où ils vivent dans les campagnes, les positions subalternes qu'ils occupent dans les structures autoritaires du capitalisme, leur crainte de recourir à l'Etat qui pourtant seul pourrait donner à la collectivité les moyens de sortir de son marasme, le peu de cas qu'ils font (dans l'ensemble) des atteintes à la liberté de parole, de presse et d'association, tout cela constitue autant de caractéristiques d'un peuple qui n'a pas encore appris à se gouverner lui-même, d'un peuple où la démocratie ne peut pas être prise pour acquise.

Il est vrai que les *formes* démocratiques existent dans quelques secteurs chez nous; les institutions syndicales et coopératives, par exemple, se gouvernent suivant la règle démocratique. De telles institutions peuvent constituer de remarquables écoles de démocratie, encore qu'il faille ajouter qu'elles ne sont guère encore admises par la société dans son ensemble. Mais, dans le cas d'institutions de cette espèce, on ne peut parler de "démocratie" que par analogie: au sens propre, la démocratie n'existe que quand le pouvoir suprême dans un pays est responsable au peuple. Et c'est parce qu'ils n'ont pas compris cela que ni syndiqués, ni coopérateurs n'ont encore tiré les conséquences politiques de leur façon d'être: aucun cadre démocratique n'est en sécurité, si l'Etat lui-même n'adhère pas sincèrement à cette forme de gouvernement.

Mais nos institutions *politiques* (ou étatiques) ne sont-elles pas démocratiques? Assurément, nous n'avons plus à conquérir le suffrage universel. Mais nous avons bien des combats à livrer encore pour le rendre efficace et opérant: l'hostilité, par exemple, qui fut manifestée par nos institutions dominantes contre l'enseignement obligatoire et gratuit (cet adjuvant précieux du suf-

---

que du Canada français catholique — que la souveraineté populaire et le contrat social étaient des idées qu'on pouvait admettre sans danger pour la foi!

(11) Naguère on m'objectait que d'autres provinces qui croyaient à la démocratie avaient néanmoins leurs scandales politiques; à quoi je répondais que dans ces provinces les hommes publics suspects étaient traduits devant les tribunaux ou les commissions d'enquête, tandis que chez nous ils étaient reportés au pouvoir. Mais on ne soulevera sans doute plus cette objection: on a fini par voir que le sort fait aux ministres qui avaient acheté des parts dans les compagnies de gaz naturel fut trop différent au Québec et en Ontario...

frage universel) doit être à peu près unique dans les annales des pays modernes.

Certes la constitution et l'usage nous imposent des cadres démocratiques; ceux-ci sont admis comme des règles du jeu qu'on contourne d'ailleurs le plus possible. Mais ceux chez nous qui "font de la politique" sont loin de croire que la démocratie puisse avoir une valeur intrinsèque, qu'elle puisse constituer la manière la plus noble qu'aient inventée les hommes pour se gouverner. C'est pourquoi nous vivons cette absurdité: le sort et le fonctionnement de la démocratie dans notre Province sont confiés depuis des générations à des partis qui croient si peu à la démocratie qu'ils n'ont jamais imaginé d'en appliquer les règles à leur propre structure. (Il faut saluer la petite poignée de Libéraux qui depuis trois ans essaye d'édifier une Fédération libérale provinciale: mais jusqu'à présent ils n'ont réussi à prouver que leur impuissance devant les intérêts qui ont infiltré le parti depuis soixante-et-quinze ans. Les citations de Lapalme et Hamel, rapportées plus haut, sont décisives là-dessus.) (12) Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que les partis traditionnels considèrent la démocratie comme un simulacre en période électorale, et que leurs "idéologies", fondées sur l'opportunisme changeant de quelques coulissiers, renferment les éléments les plus pauvres et les plus contradictoires.

Assurément, la démocratie n'est pas chose facile. Les Anglais ont mis plus de sept siècles à neutraliser chez eux les institutions et les idéologies anti-démocratiques. En France, ces obstacles se sont révélés si intransigeants qu'ils n'ont cédé que devant une des plus grandes révolutions de l'histoire. Quant au peuple canadien-français, il a hérité dès sa naissance de traditions autoritaires (l'Eglise, la monarchie absolue, le système féodal), et sous le régime "anglais" il a poursuivi son développement avec une "mentalité d'état de siège" (cf. G. Pelletier, *Cité libre,* fév. 57): rien d'étonnant dès lors à ce que la démocratie ne nous colle pas au corps. Seulement il faut en tirer les conséquences, et en particulier quand il s'agit de nous donner une idéologie politique.

Si nous vivons encore au stade de la démocratie combattante, si par conséquent les obstacles anti-démocratiques résistent avec succès aux forces dont nous disposons pour les renverser, si enfin ces forces sont faibles de leurs propres divisions, la dialectique de l'action nous impose impérieusement de concentrer nos effec-

---

(12) Lire aussi mes reportages sur les Congrès libéraux, dans Vrai 3.XI.56 et 14.VI.58.

tifs sur un objectif unique: la démocratie. Dès lors, ceux qui refusent de collaborer à l'instauration d'une démocratie politique, sous prétexte que — eux — ils en sont déjà à préparer la démocratie économique et sociale commettent une erreur stratégique très grave. Car il faut à tout prix fabriquer l'enveloppe démocratique avant de se diviser sur la définition de son contenu.

La prise du pouvoir par Mussolini et par Hitler a été grandement facilitée par la division entre elles des forces anti-fascistes. Or, bien que n'étant pas de ceux qui à tout propos accusent M. Duplessis de fascisme et de dictature, je crains néanmoins que la reprise du pouvoir par une Union nationale non affaiblie lors des prochaines élections n'achève de pourrir le matériel humain sans lequel aucune démocratie ne se fonde. La plupart de nos socialistes tablent sur le syndicalisme ouvrier pour fournir des recrues à une politique réformiste; mais ne voient-ils pas que l'administration duplessiste a précisément tenu le syndicalisme québécois au point mort depuis trois ou quatre ans? Nous sommes donc en situation d'urgence. Et si le même gouvernement réussit à dominer la prochaine Assemblée législative sans une opposition vigoureuse, il y a fort à parier que ce qui reste de nos institutions progressistes sera irrévocablement avarié ou mis en échec.

Pour parler net, je crois que les socialistes et les ouvriéristes de chez nous, qui se croient trop évolués pour s'attarder à l'instauration de la démocratie libérale (je ne dis pas bourgeoise), se donnent peut-être bonne conscience en se plaçant à la fine pointe de l'avant-gardisme, mais ils n'en servent pas moins en définitive les forces de la réaction. Moi aussi je crois à la nécessité d'un dirigisme pour maximiser la liberté et le bien-être de tous, et permettre à chacun de se réaliser pleinement. Mais je préfère renoncer au socialisme plutôt que d'admettre qu'on doive l'édifier sur des fondements non démocratiques: la Russie nous a démontré que c'est la voie du totalitarisme. Quant au "national"-socialisme, très peu pour moi, merci bien.

Et c'est pour cela que je ne suis pas autrement pressé de réclamer les nationalisations et les contrôles dans la province de Québec: l'incompétence, la fraude et l'oppression caractérisent déjà l'administration de la chose publique à tous les degrés chez nous (provincial, municipal, scolaire et paroissial) et la population s'avère incapable d'y apporter les correctifs: serions-nous tellement mieux servis si par hasard ce même Etat se mettait en frais de tout étatiser et diriger, plaçant ses créatures vénales et médiocres à la direction des hôpitaux, des universités, des corps professionnels, des syndicats, des services publics et de la grande industrie?

Démocratie d'abord, voilà qui devrait être le cri de ralliement de toutes les forces réformistes dans la Province. Que les uns militent dans les chambres de commerce et les autres dans les syndicats, que certaines croient encore à la gloire de la libre entreprise alors que d'autres répandent les théories socialistes, il n'y a pas de mal à cela — à condition qu'ils s'entendent tous pour réaliser d'abord la démocratie: ce sera ensuite au peuple souverain d'opter librement pour les tendances qu'il préfère.

Quant à moi, il me semble évident que le régime de la libre entreprise s'est avéré incapable de résoudre adéquatement les problèmes qui se posent dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'habitation, du plein emploi, etc. C'est pourquoi personnellement je suis convaincu que devant les bouleversements promis par l'automation, la cybernétique et l'énergie thermo-nucléaire, la démocratie libérale ne pourra pas longtemps satisfaire nos exigences grandissantes pour la justice et la liberté, et qu'elle devra évoluer vers des formes de démocratie sociale. Mais précisément, je suis prêt à collaborer à l'établissement de la démocratie libérale *parce que* je crois que l'autre suivra de près. Sans doute qu'un démocrate libéral sera convaincu du contraire; mais qu'importe? Nous sommes tous deux démocrates, et nous sommes prêts à nous en remettre au jugement futur du peuple pour déterminer cette portion de notre histoire. En ce sens, la révolution démocratique est la seule nécessaire: tout le reste en découle.

Les générations qui sont devenues adultes dans l'après-guerre ont introduit un ferment de renouveau dans les secteurs les plus divers où leurs talents les conviaient: l'action catholique, les arts, l'éducation, le journalisme, la radio-télévision, le syndicalisme, le coopératisme, l'assistance sociale, etc. Leurs énergies sont ainsi dispersées et cela est inévitable; cela est même excellent car en dernière analyse elles re-convergent et contribuent à un développement harmonieux de toute la société, l'audace du poète ou du peintre venant en somme compléter celle du militant syndical ou de l'homme d'action. Mais ce qu'il reste d'effort et de temps pour la politique est forcément limité, en conséquence de quoi ce sont surtout les immobilistes, les médiocres et les chenapans qui s'en occupent.

Or ce qui est plus grave, c'est que le peu d'énergie dont disposent les réformistes pour la politique est lui-même divisé: les démocrates libéraux, les démocrates sociaux et les démocrates nationalistes se combattent si férocement les uns les autres qu'ils empêchent effectivement la démocratie pure et simple de pren-

dre le pouvoir. C'est ainsi que notre génération qui a innové dans bien des domaines, qui a rejeté la tradition comme règle de vie, qui a refusé l'argument d'autorité comme maitre à penser, qui a répudié l'Académie pour former son art, accepte néanmoins le carcan de l'autoritarisme et de la bêtise dans le domaine politique, où pourtant l'ensemble de nos destinées humaines se déterminent. Un aussi pitoyable illogisme vient de ce qu'en art, pour la pensée, et dans la vie, l'émulation et la division peuvent être d'excellents stimulants; tandis qu'en politique, pendant le stade de la démocratie combattante, la division des forces démocratiques ne peut que les rendre impuissantes devant la tyrannie.

Il faut absolument repartir de la donnée suivante: les forces politiques réformistes dans cette Province sont trop pauvres pour faire les frais de deux révolutions simultanément: la libérale et la socialiste, sans compter la nationaliste.

La conclusion est claire. Regroupons les hommes libres autour d'un objectif commun, la démocratie. Comblons le vacuum politique par une pensée minimum, l'idéologie démocratique. Pour atteindre cet objectif et propager cette idéologie – préalables à la renaissance de l'Etat civil –, tendons vers la formation d'un mouvement nouveau: l'union démocratique.

V – LES OBJECTIONS (13)

Avant d'aborder les modalités concrètes de ce regroupement, je veux prévenir un certain nombre d'objections.

1. – *Première objection:* L'expérience du Bloc Populaire prouve qu'on ne peut pas fonder un parti fort sur des idéologies disparates.

– *Réponse:* L'objectif minimum pour le Bloc était le nationalisme et non la démocratie. Par conséquent les oppositions de droite, de gauche et de centre ne disposaient d'aucun mécanisme accepté pour se résoudre et ne pouvaient s'affirmer que par le truchement d'un chef. C'est pourquoi il y eut tant de chefs, tant de frustrés et si peu d'autorité véritable. En effet, le nationalisme était une idée ambiguë et chacun l'interprétait comme il l'entendait. La démocratie au contraire est une enveloppe précise, et ce qu'on y verse est la résultante de la participation de tous

---

(13) Dans ce chapitre, je tenterai de prouver la possibilité de créer un parti nouveau qui grouperait les éléments démocratiques venant de divers partis. Mais qui prouve un plus, prouve un moins; et ce chapitre s'applique **a fortiori** aux autres formes moins rigoureuses d'entente dont il sera fait mention dans la conclusion du présent article.

ses membres. Ceci ne veut pas dire évidemment que lorsque la démocratie sera bien établie il faudra que toutes les tendances restent cantonnées dans les limites d'un seul parti: au contraire, la gauche et la droite démocratiques graviteront naturellement vers des partis rivaux. Mais – encore une fois – il faut commencer par réaliser la démocratie et pour cela il faut unir les démocrates sous une seule enseigne.

2. – *Deuxième objection:* Des démocrates sociaux ne peuvent collaborer à l'instauration d'une démocratie libérale; car celle-ci ne peut que devenir et rester bourgeoise, en faisant appel au fascisme s'il le faut.

– *Réponse:* Historiquement, cela est faux: beaucoup de démocraties libérales, comme l'anglaise et la suédoise, ont évolué vers le socialisme. Lorsque cette évolution ne se fait pas, les socialistes n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes: leur vérité n'avait pas la force de convaincre le peuple. Quant au fascisme, il ne menace pas les peuples dont la foi démocratique est profonde. Donc, encore une fois: démocratie d'abord.

3. – *Troisième objection:* Plutôt que de colaborer avec les Libéraux, les socialistes doivent tendre à les remplacer, précisément comme en Angleterre et en Suède.

– *Réponse:* Dans ces pays, le socialisme n'a pu s'édifier que sur des bases démocratiques déjà solides. En Angleterre, par exemple, le parti travailliste arriva au pouvoir (pour cinq ans) après presqu'un demi-siècle d'efforts; mais ce parti s'appuyait lui-même sur près de vingt ans de Fabianisme; celui-ci construisait sur cent ans de radicalisme philosophique; et ce radicalisme était le fruit (entre autres) de six siècles d'évolution vers la démocratie parlementaire. Au Québec serait-ce trop nous abaisser que d'achever d'abord la révolution démocratique, amorcée par Papineau, puis Laurier, mais qui s'embourba dans les querelles nationalistes et les intérêts partisans de la bourgeoisie?

4. – *Quatrième objection:* Si tous les esprits sociaux ralliaient le P.S.D. ils feraient nombre; ce parti pourrait élire une poignée de députés et alors la croissance serait assurée.

– *Réponse:* Le "nombre" que feraient "tous les esprits sociaux" chez nous est négligeable électoralement; même si on le doublait ou triplait il resterait fort modeste. Et si, par extraordinaire, le P.S.D. élisait quelques députés, sa croissance n'en serait pas assurée pour autant: l'expérience du C.C.F. dans les autres provinces et à Ottawa prouve au contraire que le parti a vite atteint un plafond qu'il est incapable de percer dans un temps utile. – La démocratie parlementaire telle que nous la connais-

sons est un mécanisme qui se joue à deux: s'il y a plus que deux partis en présence, le gouvernement — tant en Chambre qu'en période électorale — est fort de la division des partis d'opposition. Par conséquent, ceux-ci doivent pour empêcher la tyrannie gouvernementale, soit se fusionner, soit se livrer une lutte à mort. En d'autres termes, les troisièmes partis ne sont valables que s'ils peuvent effectuer un *break-through* et détruire les deuxièmes partis. Or, cette "percée" n'a pas réussi à l'échelon national, et *a fortiori* elle ne réussira pas dans notre Province.

Si la notion de continuité s'applique chez nous (et il n'y a aucune raison d'escompter une situation révolutionnaire prochaine), on peut présumer que le climat anti-démocratique actuel ne permettra qu'une croissance très lente du socialisme. — Au national, où la démocratie est fermement établie, le P.S.D. éprouve la nécessité de se fondre dans un parti nouveau. N'est-ce pas encore plus urgent au Québec où la démocratie est menacée?

5. — *Cinquième objection:* Si la réponse précédente vaut contre le P.S.D., elle ne vaut pas également contre un tiers-parti créditiste ou drapiste (Ligue d'action civique).

— *Réponse:* Si nous avions un système électoral à représentation proportionnelle, l'action des tiers-partis pourrait avoir un sens puisque les votes fractionnaires qu'ils recueilleraient dans des circonscriptions éparpillées pourraient s'additionner et assurer l'élection d'un certain nombre de députés. Mais nous n'avons pas la proportionnelle, et ces votes sont perdus: c'est ainsi que les 140,000 voix créditistes en 1948 n'ont pas élu un seul député; or tout indique que les Créditistes avaient atteint un sommet et que leur parti se désagrège. Quant au parti drapiste (s'il se fonde) il aura l'intérêt de la nouveauté et recueillera sans doute bien des voix qui en ont assez des vieux partis: il soustraira bien au duplessisme quelques voix nationalistes, cléricales et conservatrices; mais s'il veut faire appel surtout aux forces démocratiques, ce parti entrera plutôt en concurrence avec le parti libéral, dont M. Lesage annonçait le 10 septembre qu'il s'appuiera de plus en plus sur les cadres démocratiques de la Fédération provinciale. Conséquemment, plutôt que de s'affaiblir mutuellement au profit de l'anti-démocratisme duplessiste, Libéraux et drapistes ont intérêt à former l'union démocratique que propose le présent article.

6. — *Sixième objection:* L'union démocratique est excellente, mais au sein du parti libéral. Si tous les démocrates se ralliaient à ce parti ils pourraient le transformer à leur goût: "Le parti libéral est à qui veut le prendre..."

— *Réponse:* Les socialistes et les drapistes tiennent le même

langage à propos de leurs partis, et tous ont raison dans une certaine mesure. Mais c'est précisément de là que viennent nos difficultés. Les réformistes sont divisés au départ; mais chacun reste sur son quant-à-soi en répétant que tout serait tellement simple si les autres se ralliaient à son parti. Mais c'est ce ralliement qui est impossible: aucun des partis existant ne se suicidera au profit d'un rival; et les membres d'un parti donné ne se convertiront pas en bloc à un parti adverse. C'est parce que nous n'admettons pas ces données fondamentales du problème que nous n'arrivons pas à le résoudre. Pour certains le parti libéral est un syndicat d'intérêts assez semblable à l'Union nationale; ce n'est pas après soixante-et-quinze ans de politicaillerie partisane qu'il consentira à se laisser transformer en instrument démocratique. Pour d'autres, le P.S.D. est un excellent parti en théorie, mais en pratique il joue perdant au départ; on ne peut pas y exercer une influence politique, parce qu'on n'aura aucune prise sur l'électorat. Pour d'autres encore, la Ligue d'action civique s'annonce comme un refuge bourgeois-nationalo-cléricaliste; elle croit moins à la démocratie qu'au pouvoir personnel, et celui qui l'exercera s'est déjà qualifié comme réactionnaire.

Il ne s'agit pas de savoir si ces jugements sont justes, il s'agit de comprendre que beaucoup d'hommes les ont portés, et désormais il leur est, à toutes fins pratiques, impossible de se déjuger. Or, l'union démocratique est une formule qui permettra à toutes ces gens de collaborer à l'instauration de la démocratie, sans avoir à renier leur propre passé. Par exemple, Jean-Louis Gagnon, Gérard Picard et Jacques Hébert ont à peu près les mêmes idées sur la démocratie sociale; mais le premier est militant libéral, le second membre en vue du P.S.D. et le troisième dirige le journal de la Ligue d'action civique. On ne peut pas s'attendre, historiquement parlant, à ce que Gagnon entre au P.S.D. ou que les autres fassent des conversions analogues; mais on devrait pouvoir s'attendre à ce qu'ils collaborent à une action commune dans une formation démocratique nouvelle.

7. — *Septième objection:* Le parti libéral est trop fort; il refuserait de se fondre dans une formation nouvelle.

— *Réponse:* Avant les élections provinciales de 1952 et de 1956, les chefs libéraux ont rencontré des représentants de la gauche pour discuter d'une union anti-duplessiste; mais dans les deux cas, il s'est avéré que "l'union" pour les Libéraux signifiait une forme ou une autre d'adhésion à leur parti; car ils se disaient sûrs de prendre le pouvoir. Les discussions échouèrent et les Li-

béraux furent lavés. Or ils ne peuvent raisonnablement commettre la même erreur lors des prochaines élections générales. Car aux dernières nouvelles (mars 1958) la division des forces d'opposition a empêché l'élection d'un Libéral dans un grand nombre de comtés: à lui seul, le vote socialiste a été suffisant pour empêcher le Libéral de vaincre le Conservateur dans trois comtés: Verdun, Laval, Lac St-Jean. (Il est vrai que ce sont des comtés fédéraux, mais on peut présumer que les mêmes gens voteraient P.S.D. au provincial, où d'ailleurs le nombre de comtés est plus grand.) Si à cela on ajoute que les drapistes et les Créditistes iront également chercher une partie du vote anti-duplessiste, il devient évident qu'une lutte à trois ou à quatre dans chaque comté ne peut être que désastreuse pour les Libéraux. Cela, M. Lesage le comprend d'ailleurs et, à quelques reprises, il nous a laissé entendre qu'il chercherait l'union des forces anti-duplessistes. Le 5 août dernier, par exemple, il déclarait à propos de Drapeau: "Je désire fermement que nous trouvions, au plus tôt, une formule qui nous permettra de combiner nos forces afin d'écraser à tout jamais la machine duplessiste."

Il reste possible malgré tout que M. Lesage, en dernière analyse, ne puisse pas ou ne veuille pas accepter une "formule" d'union démocratique. Des expériences récentes indiquent que les Libéraux cherchent avant tout à empêcher la montée d'un troisième groupe, même anti-duplessiste (e.g. hostilité contre la Ligue à Montréal, contre le Rassemblement au sein de l'Institut canadien des affaires publiques). Il est possible aussi que, comme au Manitoba et en Colombie britannique, les Libéraux préfèrent s'allier avec la droite que de favoriser la croissance de la démocratie sociale. Mais enfin ils devraient comprendre que dans la formule d'union démocratique proposée ici, il ne s'agit pas d'un groupe formé *contre* le parti libéral, mais *avec* ces éléments du parti qui se disent démocratiques. — Si, malgré tout, les Libéraux refusent l'union démocratique, nous comprendrons une fois pour toutes qu'ils sont plus intéressés au parti libéral qu'à la démocratie. Et désormais les alliances démocratiques pourront se faire sans eux.

8. — *Huitième objection:* Le parti libéral est trop fort; tout tiers-parti qui formerait alliance avec lui subirait le même sort que l'Action libérale nationale en 1936.

— *Réponse:* Cette objection est des plus sérieuses. Si le haut commandement libéral donnait à sa "machine" le mot d'ordre de "pacter" l'union démocratique, les éléments véritablement réformistes risqueraient de s'y trouver noyés. Pour écarter ce dan-

ger, il faut prendre certaines précautions. Et d'abord, à la différence des ententes de 1936, l'union démocratique se ferait sur la base d'une constitution de parti absolument démocratique. Or si l'on considère avec quelle lenteur progresse le recrutement dans la Fédération libérale provinciale, on se rassure sur le danger que représenterait un "raz-de-marée" d'adhésions déclenché par la "vieille gang" libérale. Celle-ci semble boycotter d'instinct toute formation où la règle démocratique risque d'annuler le travail de coulisse. Mais pour plus de sécurité, d'autres épouvantails pourraient être dressés contre les vautours de la finance. D'abord l'union démocratique pourrait se fonder sur certains éléments d'un programme acceptable à tout démocrate mais répugnant à ceux qui cherchent seulement leur intérêt particulier (voir ci-dessous, réponse à la dixième objection.) Ensuite certaines garanties constitutionnelles pourraient empêcher que les politicailleurs professionnels ne commandent une trop grande influence au sein de la nouvelle union; par exemple pendant les premières années, les délégués aux congrès (régionaux et provinciaux) du nouveau mouvement pourraient être choisis par représentation proportionnelle. C'est-à-dire que les différents mouvements fusionnés dans l'union démocratique auraient un nombre de délégués proportionnel au nombre d'adhérants originaires de ces mouvements. De cette façon chaque citoyen aurait intérêt à entrer à l'union démocratique en passant par le parti de son choix: ceci permettrait enfin de connaître les vraies tendances d'une population qui jusqu'à maintenant se souciait surtout dans ses options partisanes de ne pas "perdre son vote".

9. — *Neuvième objection:* Les Libéraux autant que la Ligue refuseraient de collaborer avec des "gauchistes" de peur de perdre trop d'électeurs.

— *Réponse:* L'expérience des trois dernières élections a prouvé qu'on ne peut pas battre Duplessis sur son propre terrain, en faisant de la surenchère à droite: il est impossible pour un parti qui croit au progrès et à la démocratie d'être mieux pourvu que l'Union nationale en autonomisme, en nationalisme, en cléricalisme et en caisse électorale. Si le parti libéral était devenu carrément réformiste, il n'aurait certes pas gagné les deux ou trois dernières élections; mais il les a perdues de toute façon. La différence, c'est que s'il avait su "tomber à gauche" selon le conseil de Briand, nous n'aurions peut-être pas à lui demander aujourd'hui à céder la place à une union démocratique. Mais cette union, les Libéraux sincères ne peuvent plus la refuser, sous peine de trahir leur foi démocratique. Car enfin que risquent-ils?

S'il est vrai que les Libéraux commandent 700,000 votes dans la Province, il n'en tient qu'à eux-mêmes d'être les plus nombreux dans toute formation nouvelle; alors si leurs hommes et leurs idées ont de la valeur, ils triompheront démocratiquement...

10. — *Dixième objection:* La règle démocratique à elle seule ne constitue pas un facteur d'union; il faudrait un programme politique.

— *Réponse:* Cette objection serait valable dans une province où l'Etat démocratique serait une réalité, les forces démocratiques se divisant alors en deux partis, suivant qu'elles voudraient imprimer à cet Etat une orientation conservatrice ou progressiste. Mais nous en sommes encore à lutter pour l'établissement de la démocratie, contre des forces anti-démocratiques qui se liguent autour de Duplessis. Une constitution démocratique constitue donc un point de ralliement suffisant pour le moment, particulièrement si elle comprend une déclaration de principes à laquelle tout esprit réformiste serait susceptible d'adhérer. (Le Rassemblement a proposé des modèles de cette constitution et de cette déclaration, il y a deux ans. Tout au plus suffirait-il d'y ajouter certaines réformes plus concrètes, susceptibles de constituer un programme minimum: octrois "statutaires", contrats par soumissions publiques, réformes du système d'enseignement, code du travail, plans d'habitation, assurance-santé. Mais ce serait une erreur de tenter d'aller trop loin dans cette direction au début: l'acceptation de la règle démocratique devrait être le seul préalable important.)

11. — *Onzième objection:* Justement, les succès modestes du Rassemblement depuis deux ans ne prouvent-ils pas la futilité de tenter un nouveau regroupement démocratique?

— *Réponse:* Le Rassemblement est un lieu de rencontre démocratique. Dès sa naissance, il estimait qu'en se définissant comme une force extérieure aux partis, capable éventuellement de les menacer, il ogligerait ces partis à évoluer dans le sens de la démocratisation et d'une acceptation plus large par l'électorat québécois. Il devait donc éviter toute identification avec les partis, et pour cela il comprit qu'il devait refuser l'adhésion de leurs principaux dirigeants. Mais les socialistes adoptèrent au sein du Rassemblement une attitude doctrinaire, exigeant l'admission de leurs chefs et l'exclusion des autres, et refusant à toute fin pratique de collaborer avec des démocrates qui ne seraient que libéraux. De leur côté, les Libéraux au sein du Rassemblement eurent comme souci principal de ne rien faire qui puisse nuire au parti libéral. Comme le déclarait l'exécutif général au Congrès

de novembre 1957: "Trop de membres fondateurs voulaient que le Rassemblement serve la cause de *leur* parti, et ne voulaient pas du Rassemblement pour lui-même comme un instrument de salut absolument indispensable. Ils ont cru au Rassemblement comme à une assurance, y adhérant afin d'en être pour le cas où l'avenir serait de ce côté; mais en attendant, ils continuaient de se donner tout entiers à leurs partis, ce qui rendait difficile au Rassemblement le recrutement dans les milieux où ces gens exerçaient quelque influence ...En conséquence... (dans une province où) le nombre de ceux qui voulaient et pouvaient travailler activement à un authentique renouveau politique était relativement restreint... il ne reste guère assez d'énergies disponibles pour faire du Rassemblement un mouvement qui atteindra véritablement la masse."

Le regroupement dont il est question dans le présent article éviterait ces deux écueils. Premièrement, l'adhésion à la constitution et aux principes démocratiques du mouvement serait le *seul* critère d'admission: on espère que nos socialistes, depuis que la lumière a jailli de Winnipeg, sentiront comme le C.T.C. "le besoin d'un mouvement politique populaire ayant une base très large et qui grouperait... toutes autres personnes d'esprit libéral..." Deuxièmement, le regroupement se donnerait sur les partis des moyens de pression dont le Rassemblement était dépourvu: un manifeste demandant l'union démocratique serait signé par un grand nombre de personnalités politiques éminentes tant à l'intérieur des partis qu'à l'extérieur. Les signataires promettraient de tout mettre en oeuvre pour rallier à un mouvement nouveau toutes les forces démocratiques, et comme gage de leur bonne foi ils s'engageraient publiquement à ne plus adhérer à un parti qui refuserait de se dissoudre dans une union démocratique. Ceux qui refuseraient de signer, ou qui — ayant signé— manqueraient à leur engagement, nous renseigneraient d'une façon définitive sur la sincérité de leur démocratisme. Et jamais plus, ni eux ni leurs partis ne pourraient s'adresser aux réformistes en disant: "Entrez chez nous en grand nombre et vous aurez la force de transformer notre parti de l'intérieur". Car désormais il serait clair que ces partis redoutent que "le grand nombre" ne se serve de la règle démocratique pour les transformer véritablement. Tous les démocrates sincères auraient ainsi éclairé leur choix, et ne risqueraient plus — comme l'âne de Buridan — de mourir d'inanition entre deux bottes de foin... Nous pourrions enfin passer tous ensemble à l'action engagée.

VI – UN DOCUMENT ET UN MANIFESTE

Dans le chapitre précédent, j'ai argumenté en faveur de l'union de toutes les forces démocratiques au sein d'un parti nouveau, et j'ai démontré que les démocrates de toute tendance pouvaient accepter pareille gageure. J'ai ajouté qu'un manifeste signé collectivement (et rendu public par annonce payée dans *La Presse,* s'il le faut), constituerait pour les partis et leurs dirigeants un défi qui les obligerait à prendre position sur l'union.

Je reste convaincu que cette solution, idéale assurément, est la seule qui puisse nous acheminer avec le maximum de garanties vers l'instauration d'une démocratie véritable. Mais il est possible que sa mise en oeuvre présuppose l'existence d'hommes d'Etat plus nombreux et plus grands qu'on n'en trouve habituellement au Québec. Les signataires du manifeste également devraient faire preuve d'une audace, d'une intransigeance et d'une vision politiques auxquelles la réalité québécoise nous a peu habitués.

C'est pourquoi, pour le moment, le manifeste d'union démocratique doit être tenu en réserve, tel un ultimatum. Au delà des cadres politiques, il faut commencer par rejoindre l'opinion publique, afin que celle-ci appuie les dirigeants politiques qui sont prêts à prendre leurs responsabilités.

A cela, le terrain est mieux préparé.

Les éléments sains du peuple québécois sentent d'instinct que le morcellement de l'opposition nous conduit au désastre. De tous côtés, des groupes se demandent: "N'y a-t-il pas moyen de nous unir contre la dictature larvée de l'Union nationale?"

Il faut donc fournir à cette opinion des points de cristallisation. Un journal comme *le Devoir* est admirablement placé pour s'adresser aux dirigeants des partis d'opposition et, à travers eux, à tous les démocrates qui militent dans leurs rangs: ce journal pourrait enjoindre à tous les éléments réformistes de chercher des formules de coopération. L'idée pourrait être reprise aux différents Congrès qui se dérouleront en novembre prochain: Fédération libérale provinciale, Jeunesse P.S.D., Fédération des travailleurs du Québec, Rassemblement. Ce dernier pourrait même prendre l'initiative de provoquer des rencontres entre les dirigeants de divers partis.

A ce stade évidemment, il ne saurait être question d'insister sur une formule plutôt qu'une autre: les différents responsables devront eux-mêmes explorer les voies qui s'ouvrent à eux. Hélas! un objectif à court terme (battre Duplessis) les retiendra certai-

nement plus facilement qu'un objectif à long terme (instaurer la démocratie); mais au moins ils auront appris les voies de la collaboration. C'est pourquoi, avant d'envisager l'union démocratique, qui suppose la création d'une nouvelle formation politique et la disparition des anciennes, les dirigeants voudront probablement discuter d'autres possibilités. Par exemple, les partis existants pourraient conserver leur identité propre, mais former pour une période définie un front commun dans le double but de défaire le régime et de réaliser un programme minimum. Les partis pourraient encore former un front électoral, mais sans entente sur le programme, de sorte que chaque parti retrouverait sa liberté au lendemain des élections. (Le but principal de ces fronts serait d'assurer que l'Union nationale aura à faire face, dans chaque comté, à un seul adversaire *bona fide;* les ententes devront donc déterminer le nombre des candidats auquel chaque parti aura droit, et dans quel comté il les présentera; de plus tous les partis devront s'engager solidairement à dénoncer tout candidat non autorisé par l'entente).

Mais toutes ces étapes ne se franchiront pas sans effort ni sans encouragement. Pour éviter que chaque citoyen ne s'en remette au voisin et que les prochaines élections ne surprennent encore une fois les forces démocratiques en pleine désunion, un comité de vigilance pourrait être formé. Il se composerait de citoyens capables de s'élever au-dessus des considérations partisanes et désireux de travailler au rapprochement des divers éléments démocratiques. Le comité pourrait signer et publier un document où il demanderait aux dirigeants des divers groupements de faire connaître, dans un délai raisonnable, leurs opinions sur les présents projets de rapprochement. Il leur demanderait aussi, s'il s'y rallient, d'engager des négociations en vue de son aboutissement.

Le comité pourrait également de temps en temps faire rapport à l'opinion publique du déroulement des négociations. Enfin, si celles-ci n'aboutissaient pas à l'échéance donnée, le comité pourrait préparer le manifeste-ultimatum dont il fut question dans la réponse à la onzième objection ci-dessus, en ayant soin d'en chercher les signataires parmi ceux qui ont entendu l'avertissement de Gibran:

> *"And if it is a despot you would dethrone,*
> *see first that his throne erected within you is destroyed."*

Pierre Elliott TRUDEAU

Documents

I - La censure du cinéma dans la province de Québec

N.D.L.R. — L'article qui suit a paru dans la *Revue internationale du Cinéma*, no 30. *Cité libre* le reproduit *in extenso*, à titre documentaire, sans rien ajouter d'autre que les italiques.

x x x

La province de Québec — la plus ancienne des dix provinces de la Confédération du Canada — peut réclamer le privilège — et c'est tout à l'honneur de ses gouvernants civils catholiques — de posséder l'un des plus anciens organismes de censure du cinéma au monde. Il y a plus de trente ans, en effet — soit quelques années avant la publication de cette grande charte du cinéma moderne qu'est *Vigilanti Cura* — le Gouvernement civil de la province de Québec, conscient des responsabilités nouvelles que lui apportait le développement intense et merveilleux du cinéma, décidait de légiférer, non seulement pour contrôler l'usage et la distribution des films cinématographiques dans les salles publiques, mais aussi pour sauvegarder les droits primordiaux de la morale chrétienne et l'intégrité de la famille. C'est dire que, dès 1925, *le Gouvernement catholique de la catholique province de Québec prévenait déjà les désirs* que devaient plus tard exprimer S.S. Pie XI dans *Vigilanti Cura* et son successeur S.S. Pie XII, glorieusement régnant, dans *Miranda prorsus,* en vue de "sauvegarder la morale publique basée sur la loi naturelle" en ce qui a trait au cinéma.

Et depuis, les Gouvernements ont pu changer à la direction de la province de Québec, mais les uns et les autres se sont fait un point d'honneur de maintenir et de développer cet organisme officiel de censure du cinéma connu d'abord sous le nom de Commission de Censure des Vues Animées et appelé maintenant: Bureau de Censure du Cinéma de la Province de Québec. Durant ses trente ans d'existence, la Commission ou le Bureau de Censure a pu passer de un ou deux membres à neuf, ses techniques de travail et son outillage se sont certes transformés pour mieux s'adapter aux progrès vertigineux du cinéma lui-même, mais ses barèmes de contrôle et de vigilance, en ce qui a trait à l'essence même de la morale chrétienne, *sont restés les mêmes.*

Le Bureau de Censure du Cinéma de la Province de Québec *tombant directement sous la juridiction du Procureur général,* ses façons de procéder pour examiner et juger un film *doivent être entourées, sinon de mystère, du moins d'une grande discrétion* — et ceci pour éviter de multiples inconvénients qu'il serait oiseux d'énumérer ici. Disons simplement que sur les points essentiels de la morale chrétienne, le code qui régit les censeurs québécois est absolument rigide. Il en est ainsi, par exemple, du divorce, de l'adultère, du concubinage, etc. Il en est de même pour les sciences occultes et, de façon générale, pour toutes les fausses doctrines et théories dénoncées par l'Eglise. Pour d'autres délits, tels que l'homicide, le vol à main armée, les actes de banditisme et de gangstérisme, certaines danses, certains décolletés, certaines chansons, le censeur devra surtout user de son jugement, en tenant compte de l'ambiance générale du film et des réactions probables de l'auditoire habituel auquel est destiné tel genre de film: ce n'est pas là chose facile et il pourra arriver, en certain cas, que le censeur ait manqué de psychologie ou simplement de flair. Mais, advenant de tels impairs, *qu'on se rassure:* le public, en général, et certaines associations de vigilance en particulier, ne manqueront pas de protester et le censeur saura, en toute humilité, reconnaître son erreur et tenter de faire mieux à la première occasion.

La tâche du censeur est loin d'être facile, dans la province de Québec. Le caractère bi-ethnique officiel de notre population était *déjà un handicap délicat.* Mais, depuis les dernières guerres et l'afflux d'immigrants que cela a valu à la province de Québec, la situation s'est compliquée en proportion de la diversité des races, des langues et des religions. Mais si la tâche de juger un film, en tenant compte de toutes ces diversités, est plus ingrate, elle n'est quand même pas impossible puisque — comme le rappelle le Saint-Père — "la morale publique est basée sur la loi naturelle qui, selon la sainte Ecriture, est écrite dans tous les coeurs".

Cet afflux d'immigrants dont nous venons de parler a valu à la province de Québec — par voie de conséquence quasi naturelle — un afflux de films étrangers parlés un peu dans toutes les langues, alors qu'il y a une dizaine d'années nous n'avions guère à juger que la production française, anglaise et américaine. Les studios de France, d'Hollywood et de Grande-Bretagne ont désormais à affronter, chez nous, une importante et souvent dangereuse concurrence de la part des studios italiens, dont les films sont doublés en français ou en anglais. Nous recevons aussi beaucoup de films allemands et mexicains. A cela, il faut ajouter un certain nombre de films scandinaves, asiatiques, etc. Comment les censeurs québécois, qui sont tous de langue française et ne connaissent que l'anglais comme langue seconde, peuvent-ils s'en tirer dans *l'examen judicieux de tous ces films exotiques?* Ils ont trouvé une solution à ce problème: grâce, justement, à tout ces immigrants qui sont venus chez nous, il nous est possible de trouver, parmi eux, particulièrement parmi les prêtres catholiques affectés à leurs communautés respectives, d'excellents interprètes qui voient les films en même temps que nous et peuvent nous traduire, au fur et à mesure que le film se déroule, les paroles du dialogue.

D'autres problèmes apparaissent déjà à l'horizon pour le censeur québécois — problèmes auxquels il faudra apporter avant longtemps une solution et ce ne sera pas mince tâche. Ces problèmes, on l'a deviné, ce sont: la télévision d'abord, qui, par sa trop grande liberté actuelle, risque de

détruire le travail si difficilement accompli pour le film, et ensuite, cette invention de fraiche date qui commence déjà à surexciter nos voisins des Etats-Unis et qu'on a baptisée le "Telemeter" ou Télémètre (i.e. cinéma individuel). Mais ces deux aspects de la censure qui *nous préoccupent déjà sans être encore sous notre juridiction*, feraient à eux seuls des sujets d'étude qui n'entrent pas dans le cadre de cet article.

Les lecteurs de la *Revue Internationale du Cinéma* aimeraient peut-être savoir quel accueil la population québécoise, en général, fait à ce Bureau de Censure *qu'on lui impose?* Ici encore, il y aurait matière à tout un article. Contentons-nous de dire que la censure des films, comme toute restriction, n'est pas accueillie avec trop d'enthousiasme par bon nombre de gens qui préféreraient tout voir, tout entendre et se fier à leur jugement personnel et à leur libre arbitre. Ceux-là subissent quand même la censure — comme on accepte une grippe, une coqueluche, une inondation — parce qu'on ne peut pas faire autrement. Mais, en général, pères et mères de famille catholiques et protestants, voient la censure d'un oeil favorable: certains même trouvent que la censure n'est pas encore assez sévère. *La plupart, en tout cas, s'accordent à souhaiter une censure analogue* pour les spectacles de cabarets, pour les livres et autres publications, pour la télévision.

Quant aux producteurs et distributeurs de films dans la province de Québec, ils verraient probablement d'un oeil heureux la disparition de notre Bureau de Censure qu'ils estiment *le plus sévère et le plus rigide de tout le Canada* mais, tout de même, faisant contre mauvaise fortune bon coeur, ils entretiennent d'excellentes relations avec notre Bureau de Censure et acceptent sans trop récriminer les décisions que nous croyons devoir prendre dans l'intérêt de la masse *adulte*, car l'on sait que, dans notre province, les enfants au-dessous de seize ans ne sont pas admis dans les salles de cinéma, ce qui restreint déjà et délimite un peu le travail des censeurs.

En conclusion, le Bureau de Censure de la Province de Québec s'efforce de répondre le mieux possible aux directives papales, quant aux responsabilités qui sont les siennes. C'est dire que l'autorité civile de la province de Québec, dont le Bureau de Censure n'est que le mandataire et l'interprète, entend continuer de sauvegarder — dans toute la mesure du possible — la morale publique, en matière de cinéma.

Lucien DESBIENS

II - Notes sur le catholicisme d'un certain pays

N.D.L.R.

La revue **Esprit** publiait, dans une livraison qui n'est déjà plus récente, un texte rédigé en collaboration par un groupe de catholiques espagnols, composé de prêtres, d'ouvriers et de professeurs, sur les problèmes socio-religieux de leur pays.

Il n'est question pour personne d'assimiler rigoureusement la situation du Canada français à celle de l'Espagne. Mais le drame qui s'est joué là-bas préfigure sous bien des aspects celui qu'on voit se nouer inéluctablement ici. Et le lecteur se surprendra lui-même à souscrire à bien des passages du document publié ci-dessous, en lisant inconsciemment "province de Québec" là où le texte dit "Espagne".

C'est pour cela que **Cité Libre** a estimé utile de reproduire, en le raccourcissant, le témoignage que beaucoup de nos lecteurs n'ont sans doute pas eu l'occasion de lire dans **Esprit**.

x x x

Les réflexions qui suivent sont l'oeuvre d'un groupe de catholiques qui ne doivent être soupçonnés ni de révolte, ni d'indiscipline, ni de légèreté, mais qui essayent honnêtement de comprendre la situation religieuse et sociale si complexe de leur patrie. Cette situation n'est pas seulement complexe; elle est aussi passablement confuse, et c'est pourquoi nous croyons qu'il vaut la peine de faire un effort de clarification. Ce faisant, nous n'avons nulle prétention à l'infaillibilité, nous exposons simplement notre conviction sincère et réfléchie. D'autres peuvent penser différemment et nous ne leur refusons pas le droit de le dire.

Nous désirons que ces réflexions soient un acte de charité de notre part. C'est la charité qui nous pousse à parler, la charité qui "ne s'exalte pas, qui ne s'épanouit pas dans l'injustice, mais dans la vérité". Et c'est cette charité qui nous fait demander, et même exiger, qu'on nous contredise, qu'on discute nos thèses, mais, au nom de Dieu, qu'on ne nous insulte pas. Il est temps que les catholiques espagnols cessent de perdre leur temps en disputes, "en stupides querelles, en amères récriminations personnelles", comme l'a déjà dit Menendez Pelayo, en 1889, et qu'ils s'unissent pour un grand effort de sincérité.

La situation religieuse de la société espagnole, telle qu'elle se révèle à un examen un tant soit peu attentif, constitue le point de départ de nos réflexions. Ce n'est pas la première fois qu'on procède à cet examen et nous croyons que tous ceux qui se sont intéressés à cette situation, seront d'accord avec nous pour la qualifier d'extrêmement grave et inquiétante. En effet, nous sommes en présence d'une société dite catholique, qui atrophie la dimension religieuse, qui se vide, chaque jour un peu plus, de catholicisme. Les symptômes de cette décadence sont nombreux, ils ont été souvent signalés.

Dans les milieux populaires, cette déchristianisation se traduit en indifférence religieuse, véritable apostasie, vieille déjà de plus de trente ans, pour la classe ouvrière, abandon massif par négligence et par ignorance pour les paysans. Observance, recours aux sacrements, baptême et mariage, maintiennent seuls, pour un grand nombre, un lien extérieur avec la vie religieuse.

Quant à la bourgoisie, elle est inconsciente et frivole; elle s'abandonne, sans souci d'authenticité ni d'approfondissement religieux, à la jouissance béate et inélégante de la paix actuelle; elle se désintéresse de tout noble effort de justice sociale et d'amélioration du sort du peuple; elle vit dans un luxe injustifié et insultant; son immoralité croissante développe l'hypocrisie; elle est d'un égoïsme sauvage.

Les milieux intellectuels catholiques n'ont guère d'influence dans les classes populaires et dans la bourgeoisie; ils paraissent être dominés par la médiocrité et la méfiance; ce qui explique que les deux tiers de la nouvelle génération intellectuelle aient abandonné le camp catholique. Les organisations d'apostolat laïque, exigues et languissantes, ridicules et méprisables tant elles manquent de mordant, sont absolument inefficaces; elles vivent angéliquement, indifférentes à toute problématique sociale.

Pour achever ce tableau schématique, mais effrayant, il faut faire état de notre maladie nationale, le manque de conscience professionnelle, total, chronique, universel, avoué sans honte; il faut dire aussi quel désespoir est pour la nation une jeunesse désabusée, vieillie, sans enthousiasme pour le travail professionnel ni l'action publique, et ce qui est encore beaucoup plus grave, sans enthousiasme pour l'amour ni même pour le péché.

Nous allons maintenant rechercher les causes de cette situation alarmante. Et nous procéderons d'abord à une analyse de la société espagnole, sans quoi nous ne pourrions comprendre les caractères de notre catholicisme. En effet, il n'y a pas de catholicisme espagnol, mais des catholiques espagnols, membres d'une société qu'on appelle l'Espagne (...)

Son Excellence l'archevêque de Saragosse, qui doit être considéré comme une voix autorisée, a qualifié notre catholicisme de "catholicisme embourgeoisé". Il n'est pas d'appréciation plus juste, et nous allons la développer. Parce qu'on abuse du terme de "bourgeoisie" et de ses dérivés, les esprits superficiels pourraient ne voir là qu'un lieu commun de plus. Nous allons montrer que ce mot a encore un sens bien précis.

Un catholicisme embourgeoisé est un catholicisme à la mesure d'une structure déterminée de la société, de la structure bourgeoise. La société bourgeoise a représenté une phase nécessaire dans le développement des peuples d'Occident. Mais après avoir exalté les droits fondamentaux de l'individu, la bourgeoisie a voulu s'en réserver la jouissance. Sa possession exclusive du domaine économique s'est transformée en une possession exclusive de tous les domaines de la vie sociale, y compris le domaine religieux. La bourgeoisie a fini par chasser toutes les classes non bourgeoises de la société qu'elle-même avait créée et "informée". Nous observons en passant la contradiction mortelle qui gît au coeur de ce type de société: toute participation à la vie sociale y est rendue impossible à un grand nombre d'individus qui en sont membres, au nom précisément d'une affirmation hypocrite des droits de l'individu.

Si nous avions encore quelque doute, le processus révolutionnaire nous fournirait une preuve irréfutable de cette dynamique sociale.

Car il n'est pas un seul mouvement de subversion, quel que soit le milieu social où il ait pris naissance, qui n'ait tenté d'atteindre d'emblée tous les éléments de la structure sociale.

Et si nous n'étions pas convaincus que la société bourgeoise a vécu, ou que, si elle survit, elle n'est plus qu'un anachronisme, nous pourrions rappeler les paroles prononcées en conversation privée par un des hommes les plus clairvoyants de notre époque, Pie XII: "La bourgeoisie et le libéralisme sont des enfants due XVIIIe siècle, qui grandissent et deviennent adultes au XIXe siècle, pour vieillir et mourir au XXe. Je les ai moi-même vu mourir en Allemagne. Et depuis lors, depuis 1933, on dirait que les peuples européens se dépêchent de fermer leurs tombes." Mais, dans la vie d'un peuple, un anachronisme n'est pas un petit accident; il s'ensuit toujours un suicide. Pour ce suicide, il semble même que la bourgeoisie espagnole s'est ingéniée à réunir tous les moyens.

Et tout d'abord (soyons là encore sincères au risque de passer pour cruels), il n'est pas possible d'assimiler purement et simplement la bourgeoisie espagnole aux autres bourgeoisies occidentales. Elle a toujours montré quelques signes de rachitisme. Notre bourgeoisie était une diminuée, et nous devons reconnaître qu'elle a été très peu bourgeoise, tout juste ce qu'il fallait pour pouvoir porter le nom de bourgeoisie. Aussi intolérable que cela puisse paraître, il faut affirmer que, tandis que la bourgeoisie européenne a fait l'Europe moderne, pour le meilleur et pour le pire, la bourgeoisie espagnole a fait de son mieux pour ne pas réussir à forger une Espagne moderne, qui était possible. Sans doute, elle a évité quelques erreurs fondamentales commises par la bourgeoisie européenne; par exemple, on ne peut pas parler d'un "naturalisme" espagnol, la pensée et l'éthique naturaliste étant considérés comme des "constantes" de la modernité européenne. Par contre, notre bourgoisie a manqué de presque toutes les vertus qui ont caractérisé la bourgeoisie européenne, en particulier de la première de toutes, l'intelligence. Nous allons le vérifier immédiatement.

Dans le domaine des mouvements d'idées, spécialement d'idées sociales, un schéma élémentaire nous présente une Espagne coupée en deux énormes blocs affrontés: la bourgeoisie et le peuple. Celui-ci dans les secteurs toujours plus nombreux où l'industrialisation le faisait passer à l'état de masse, était arraché à sa séculaire et inconsciente situation d'abandon, et percevait son insécurité, en même temps qu'il apprenait le ressentiment contre la bourgeoisie opprimante. Toute la violence et toute la démesure qui éclatèrent en 1936 furent donc la conséquence inévitable d'une longue injustice; l'influence de certaines doctrines sociales et des ingérences politiques diverses hâtèrent l'évolution, en modifièrent le sens, et provoquèrent finalement le déchaînement que nous avons connu.

Mais la bourgeoisie était totalement incapable de comprendre que, dans cette violence effrénée, il y avait beaucoup plus de raison que de déraison; totalement ignorante de la véritable détresse du peuple et de sa signification, se bornant à se plaindre des désordres civils, pour lesquels elle disposa toujours de l'explication facile des consignes, plus ou moins mystérieuses, de certaines forces subversives, il faut reconnaître qu'elle n'a jamais aperçu les véritables causes de la situation, et qu'elle n'a jamais vu là qu'un problème d'ordre public, dont la situation était du ressort de la Garde Civile.

(. . .)

Immobilisme et esprit de sécurité sont deux péchés contre la vie. Lorsqu'ils deviennent la loi d'une société, ils rendent inévitable une révolte du "mouvement". C'est pourquoi on peut dire que deux Espagne s'affrontent: l'Espagne officielle, une seule chose change et grandit, et c'est son inauthenticité. En effet plus la bourgeoisie se fossilise, et plus l'Espagne vivante se détache de la bourgeoisie et de tout ce qu'elle représente, y compris malheureusement de certaines valeurs fondamentales.

Devant cette situation, la bourgeoisie n'a aucune réaction. Les faits n'arrivent pas à traverser sa carapace de "vérités éternelles". L'aveuglement de la plupart, la paralysie et le découragement de ceux, rares, qui voient clair, mais qui sont pusillanismes, ou qui craignent de prendre des risques, tout se conjugue pour maintenir l'immobilisme.

Mais l'Espagne vivante ne s'en écarte que davantage. Sa résistance à l'immobilisme en est exacerbée. Toutes ces forces jeunes, qu'on oblige à rester figées dans des positions incommodes, passent par des alternatives de violence et de fatigue, comme un individu qui se débat pour sortir de ses liens. D'abord animés par un patriotisme amer, elles glissent à l'amertume sans patriotisme, au scepticisme politique. Il est inutile de se griser de mots, ou de tromper les autres: telle est la situation de l'Espagne, aussi désagréable que ce soit, et elle mûrit inexorablement.

(. . .)

Et comme il est habituel chez nous, les critiques adressées au catholicisme espagnol, visant son médiocre niveau intellectuel, sa contamination par l'esprit bourgeois, son étroitesse d'esprit, ont été dénoncées, préalablement à toute déclaration ou tout avertissement de la Hiérarchie, comme des déviations dangereuses ou même hérétiques, tout simplement. Plus catholiques que le Pape — l'expression démontre une fois de plus sa justesse — nos légions de "fervents de l'excommunication quotidienne" — autre expression qui fera fortune — se sont empressées de constituer un étrange et souvent fort pittoresque front patriotico-catholico-bourgeois, contre les courageuses tentatives de rénovation religieuse menées par les catholiques de nouvel esprit. Parce qu'ils défendent, sans restriction, la doctrine sociale de l'Eglise, on les a qualifiés de marxistes, ou de communistes, ou de "philocommunistes". Parce que conscients de la nécessité vitale pour l'Espagne d'assimiler la pensée moderne, ils étudient cette pensée, on les a dénoncés comme penchant vers l'hérésie. Parce qu'ils pratiquent l'autocritique religieuse — le "christliche Selbstkritik" — que recommande personnellement Pie XII, on les a dénoncés comme des destructeurs et des pessimistes. Tout cela sans qu'on ait jamais pu démontrer jusqu'à maintenant la moindre erreur doctrinale, ni même le moindre risque d'erreur.

Voilà déjà quelques années que nous assistons à cette étrange tentative de définition de l'orthodoxie catholique, à laquelle la Hiérarchie reste étrangère, et qui est le fait de personnes aussi bien intentionnées — dans le meilleur des cas — que mal orientées. Ces personnes essayent, par cette appréciation bien inexacte de la véritable portée de la doctrine et de la pensée de l'Eglise, de consolider leurs positions sociales et de renforcer leur simplisme intellectuel et leur patriotisme vague et sentimental, en invoquant une orthodoxie catholique qui, en vérité, n'a rien à voir avec leur catholicisme.

(. . .)

L'examen de conscience est terminé; nous allons maintenant chercher comment nous amender. "C'est tout un monde qu'il faut édifier depuis ses fondations" a dit le Pape. Si les mots signifient quelque chose, édifier un monde depuis ses fondations, cela veut dire tout recommencer, construire un monde sur des bases nouvelles. Et comment pourrait-il en être autrement, puisque la société bourgeoise a imposé sa structure dans tous les domaines, relations sociales et économiques, mécanisme politique, modes de pensée, et même l'attitude de l'homme en face de Dieu.

Il s'agit donc de substituer à une structure sociale qui fait de l'argent la valeur suprême, un ordre où l'argent reprenne la fonction de moyen que lui assigne la théologie chrétienne. Pie XII, et, en Espagne même, l'actuel archevêque de Saragosse dans quelques-unes de ses lettres pastorales, ont déjà bien défini les lignes générales de cet ordre nouveau. On prétendra que nous sommes des utopistes. Mais les économistes répondront que le capitalisme n'a pas toujours existé, et que la transformation du régime économique actuel n'est pas seulement une possibilité, mais que c'est une nécessité, que cette transformation est inévitable. Le seul problème est de savoir si c'est nous qui imposerons le nouvel ordre ou si on nous l'imposera. Il n'est pas question de supprimer le capital ou la planification industrielle, mais de détruire leur mode actuel de prédominance, absolu, inhumain, et d'organiser différemment les forces économiques, et les potentiels de production. Voilà la mission des économistes chrétiens. A eux de parler, et s'ils ne parlent pas, nous aurons le droit de mettre en doute leur christianisme. Pour prendre un exemple en Espagne, il faudrait penser au monstrueux système d'usure légale que constituent les banques et se demander où mènera leur extraordinaire expansion actuelle, absolument démesurée; rappelons que ces banques sont dirigées par des catholiques, et quelquefois même par des catholiques éminents. Quant aux moyens de la transformation que nous préconisons, il appartient aussi aux économistes de les définir. Il y en a deux fondamentaux: la redistribution du revenu national et la réduction des profits. Les aménagements des salaires ne sont que des expédients provisoires et malhonnêtes: alors que les abus du capitalisme sont toujours plus criants, il faut un certain cynisme pour préconiser des remèdes au jour le jour.

Mais la transformation de la structure bourgeoise et capitaliste ne sera possible qu'à la condition de s'attaquer d'abord à l'esprit bourgeois, qui a pénétré la société espagnole jusqu'aux moelles et qui est responsable de l'individualisme égoiste de nos compatriotes, Ce combat contre l'esprit bourgeois pose un problème d'éducation. Or toute la structure de notre enseignement, y compris l'enseignement religieux et moral, est bourgeoise. Nous devons donc entreprendre une révision de nos méthodes pédagogiques. La désertion des jeunes est un phénomène évident pour tout le monde. Et cette désertion se produit, malgré la formation religieuse qu'ils ont reçue, beaucoup même dans des institutions religieuses, malgré la disparition complète du sectarisme des temps anciens; malgré enfin une ambiance générale qui dans quelques domaines, particulièrement dans le domaine intellectuel, évoque irrésistiblement l'internat. Tout cet appareil de surveillance mis en place par nos autorités dans le vaste champ de la culture n'empêche pas les jeunes de "s'en aller".

Que se passe-t-il donc? Bien entendu, ceux que rien n'ébranlera jamais recourent aux éternelles explications rassurantes: l'orgueil, les sens... en un mot, les ennemis de l'âme. Et, effectivement, les ennemis de l'âme sont aujourd'hui aussi réels qu'avant. Et même ils sont plus agissants, entre autres causes, parce que la structure bourgeoise de la société les renforce, et parce que, en ce qui concerne les jeunes, l'éducation et l'enseignement bourgeois, qui participent de la mentalité régnante, sont par là-même incapables de les combattre ou de les neutraliser. L'attrait des forces mauvaises croît parce que celui de la vie chrétienne décroît, parce qu'on transmet aux jeunes un christianisme dégradé, inerte, d'où la grâce et la passion sont absentes. Toute l'éducation des jeunes, y compris l'éducation religieuse, est corrompue par l'individualisme et l'esprit de classe. Mais si un tel christianisme est toujours défectueux, dans les circonstances actuelles, il est absolument insupportable: l'individualisme a maintenant donné tous ses fruits, il est épuisé. Les jeunes ont derrière eux un monde révolu, et devant eux des perspectives chaotiques. Pour leur redonner espoir, il faut leur apporter un idéal communautaire; seule une éducation chrétienne vraie, toute tournée vers le prochain, pourra ranimer cette génération. Si nous échouons, c'est la révolution qui leur donnera un idéal social.

Nos tâches apostoliques ne peuvent pas rester à l'écart de cette révision. Le dépérissement de nos organisations d'apostolat laïque est un fait évident. L'Action Catholique — et ce que nous en disons est encore plus valable pour les autres types d'apostolat laïque, — est un mouvement de repli; pratiquement "universelle inaction", elle ressemble plus à une retraite d'esprits timides qu'à un projet d'âmes vigoureuses, ardentes au combat. L'inefficacité des rares tentatives atteste le manque de convictions, d'énergie, et manifeste la timidité, la pusillanimité et le manque d'esprit combatif de nos organisations. La réalité authentique est tout à fait étrangère à nos organisations, qui s'en sont laissé écarter. Mais l'absence de contact avec la réalité et, en conséquence, "l'exercice" de l'apostolat en terrain sûr, les ont affaiblies et risquent de les immobiliser tout à fait. Ainsi ce qui devait constituer un front religieux, un organe d'expansion, de propagation du christianisme s'est transformé, en vertu même de ses buts, en paradygme de l'appauvrissement et de l'invalidité du catholicisme.

Il est donc urgent de doter les cadres d'apostolat laïque d'une spiritualité solide, et d'un programme d'action sociale, qui serait la simple mise en oeuvre de la "démagogie" radicale que renferme le christianisme. Mais il n'est pas étonnant que la "démagogie" effraye nos mouvements d'apostolat, puisque la plupart sont dirigés par des bourgeois opulents et convaincus. Et pour transformer les méthodes d'apostolat, il faudra changer les dirigeants.

Enfin, nous souhaitons vivement le "désembourgeoisement" des cadres ecclésiastiques, des comportements, des méthodes et de la mentalité de notre Eglise hiérarchique. Nous n'avons pas l'habitude d'aborder ces sujets. A force de les considérer comme délicats et dangereux, on en a fait des tabous. Pourtant le chrétien doit savoir distinguer clairement ce qui, dans l'Eglise du Christ, est divin, sacré, et heureusement inaccessible à nos mains pécheresses, et ce qui est humain, et qui, en conséquence, peut devenir caduc, et être transformé. Eh bien, il n'y a rien qui puisse faire que les prêtres ne soient pas des bourgeois, si la société dans laquelle ils sont nés, ont été élevés et vivent, est une société bourgeoise. Même leur perfection personnelle ne peut les garder d'être des bourgeois. Il fut un temps

où un bourgeois, pouvait être un saint, comme purent être des saints un Romain, un seigneur féodal, un chevalier de la Renaissance ou un "lettré". Mais quand un type de vie sociale devient inconciliable avec tous les types possibles de vie chrétienne, les exigences religieuses doivent faire abandonner ce type de vie. Et il ne semble pas que les personnes consacrées au service de l'Eglise doivent être les dernières à l'abandonner. Ainsi, nous croyons qu'il faut se défaire des comportements publics — nous voulons dire "officiels" — qui pourraient être le signe d'une connivence avec les puissances bourgeoises, avec les Banques ou l'Industrie. Par contre, il serait bon que l'Eglise cherchât à s'appuyer à nouveau sur les fidèles, sur la société, sur les membres de la société, qui sont Fils de l'Eglise, et non sur les "sociétés". Il nous semble que toute autre conduite risquerait de donner lieu à une série de compromis dont on ne pourrait dire qu'ils sont saints, et dont nous souhaitons de toute notre âme voir notre Hiérarchie délivrée. Ce sont ces compromis qui expliquent la peur certaine qu'ont de nombreux prêtres, non de "faire de la démagogie", mais de commenter et de communiquer aux fidèles la doctrine sociale de l'Eglise, et, en particulier, les documents récents, émanant du Saint-Siège ou des évêques espagnols, par exemple le Document des Archevêques. Or, actuellement, on ne met personne en prison pour avoir répété littéralement la doctrine officielle de l'Eglise: puisque c'est là toute la démagogie qu'on peut reprocher aux prêtres. Et pourtant, personne ne pourra dire que cette "démagogie" n'est pas rare. C'est que la peur d'affronter la bourgeoisie injuste et la société déchristianisée, va souvent de pair avec une mentalité embourgeoisée, qui empêche de bien voir les choses.

Il est absolument indispensable que nos prêtres se convainquent que le christianisme commence par là. Il en a toujours été ainsi, mais aujourd'hui plus que jamais. Que nos prêtres se rendent compte que toute leur oeuvre apostolique, que toute leur valeur et toute leur sainteté personnelles seront vaines aussi longtemps que le peuple continuera à penser qu'on a inventé le christianisme pour que lui le pratique et que les autres en tirent profit. Qu'il est absurde de prétendre que l'amour de Dieu puisse signifier quelque chose d'autre qu'un affront pour tous ceux qui souffrent et sont humiliés, aussi longtemps qu'une société qui se dit chrétienne, et qui le clame sans cesse, ne pratiquera pas l'amour des hommes. Notre catholicisme perd du terrain, à vue d'oeil, parce qu'il refuse de s'affirmer dans les termes justes, en termes justes, en termes de charité et de justice. Notre Eglise doit s'en rendre compte avant qu'il ne soit trop tard.

Tout ce qui précède nous motre que nous devons remettre toutes nos idées en question. Jusqu'à maintenant, le catholicisme espagnol, retranché dans la médiocrité et dans l'accessoire, s'est dressé contre tout effort de réflexion et contre toute tentative de retour à la réalité permanente de l'Eglise. Dans le demi-siècle écoulé, le comportement intellectuel de nos catholiques a été tel que les esprits les meilleurs, pourvus des plus hautes qualités humaines ont été rejetés loin de nous; aucun grand esprit n'a pu respirer parmi nous. Nous n'ignorons pas la part de la décision personnelle dans toute aventure d'abandon de l'Eglise. Il est néanmoins étrange que, dans la première moitié de ce siècle — pour ne pas parler du siècle précédent — une société catholique, une nation catholique ait vu se tourner contre elle ses esprits les plus puissants. La France, l'Allemagne, ces pays où la religion est contestée, peuvent présenter, pour la même période, face à la culture non-chrétienne, une brillante série d'hommes éminents,

exemplaires, quelquefois exceptionnels, qui soutiennent la comparaison avec les incroyants. L'Espagne, non. N'est-ce pas là une formidable accusation contre notre obscurantisme traditionnel? Sinon, qu'on nous explique ce que cela signifie.

On dirait aussi qu'un véritable ressentiment tragique contre la vie se développe; on se demande jusqu'où cela ira. Le catholicisme espagnol ne sait rien faire d'autre que poursuivre de sa haine des hommes qui le plus souvent n'ont commis d'autre délit que de ne pas pouvoir le supporter. Avant toute chose, nos éminences catholiques doivent se soumettre à une cure de courage intellectuel. Et il en faut déjà un grand pour reconnaître que dans ce demi-siècle, en Espagne, les catholiques n'ont été pour rien dans la production intellectuelle de valeur, et que les Espagnols n'ont été pour rien dans les oeuvres valables du catholicisme européen. Nous accueillerions volontiers les exceptions qu'on voudrait bien nous signaler.

Nous répétons que le renouvellement de la pensée est nécessaire et urgent dans tous les domaines: politique, social, économique, intellectuel. Dans tous ces domaines, nous sommes restés en arrière. Ou mieux, nous sommes à la remorque.

Et, en tant que catholiques, nous sommes convaincus que ce renouvellement n'est pas seulement une nécessité historique, mais une nécessité surnaturelle.

C'est ce double impératif, surnaturel et historique, qui a poussé notre groupe fraternel de prêtres et de laïcs à lancer cette pierre dans le marais de la vie espagnole, au risque qu'on la ramasse pour nous la jeter à la tête, au lieu de la joindre aux matériaux d'une construction nouvelle. Ces pages paraîtront dures, impitoyables. Pourtant, nous ne sommes pas des défaitistes. C'est parce que nous aimons l'Espagne et que nous croyons à un destin de l'Espagne, et pas seulement à son affirmation rhétorique, c'est pour ces raisons que nous nous sommes imposé cet effort de sincérité et de sévérité. Nous ne nous jugeons ni meilleurs ni pires que les autres. Nous n'avons pas la prétention de détenir la formule magique d'un brillant avenir, qui nous serait assuré sans lutte. Nous croyons simplement que la marche du temps, qui sépare les hommes et distingue les générations, que la différence de situation historique nous font voir les choses d'une autre manière. Beaucoup de choses sont révolues. Quelques-unes furent bonnes à un moment donné; d'autres furent toujours mauvaises. Elles sont aujourd'hui pareillement insupportables. Nous demandons à ce monde d'hier de ne pas obstruer la voie du Christ et de son d'Eglise vers les hommes d'aujourd'hui. Et si ce monde d'hier se dit catholique, notre prière est encore plus pressante. Au nom de Dieu, que notre catholicisme ne gêne pas le développement du catholicisme d'aujourd'hui et de demain, le seul possible. Nous ne voulons pas que se répète la tragédie espagnole. Nous ne voulons plus voir nos frères identifier l'injustice et la stupidité à la Foi dans le Christ et dans son Eglise, et abandonner un monde inhabitable, où ils crurent n'avoir rien à faire. Pour le malheur de tous, ils ne découvrirent pas à temps que s'il faut supporter la médiocrité des chrétiens, il n'est pas nécessaire de l'adopter, et que s'il faut être humble, il n'est pas obligatoire d'être stupide. Pour nous, nous affirmons notre décision inébranlable de rester fidèle à la Sainte Eglise de Dieu et de son Fils Jésus, qui est catholique, apostolique et romaine. Mais nous affirmons aussi notre décision, aussi inébranlable que la première, de vivre et de mourir hors de ce catholicisme espagnol qui nous parait frappé de mort.

Faites vos jeux

(Où il est) traité des vertus

Je rentrais un soir assez tard pour que la rue fût déserte. Devant les deux murailles des maisons et leur palissade d'automobiles, j'imaginais deux villes fortifiées s'affrontant. Le trottoir y jouait le rôle du fossé. A l'heure qu'il était on avait tiré à l'intérieur des murs, par des trappes secrètes, les piétons abattus. Je trouvais Daniel-Rops bien intelligent de comparer notre époque au Moyen-Age... Ainsi parfois le soir se tient-on des propos déraisonnables.

L'intersection prochaine était plus éclairée. Quand je fus à courte distance, je pus distinguer une guirlande d'ampoules suspendue au-dessus d'un bataillon d'autos. Que dis-je, une guirlande? Un dôme de constellations éblouissait des voitures d'occasion. A deux pas de moi un panneau-réclame criait que le passant passait devant "le rêve de sa vie". Je repris mes sens tout à fait.

Un individu est là, sur la rue transversale, à regarder vaguement autour de lui. Il fait un pas, s'arrête, marche de nouveau avec l'indifférence du flâneur. M'a-t-il aperçu, je ne sais. Mais dès que je suis rentré dans l'ombre, son pas change légèrement de rythme et il se dirige vers la nouvelle Buick hissée sur une plate-forme.

J'aimerais me tromper, mais il me semble qu'il brûlait de la posséder. Il a dû l'apercevoir un soir en revenant du travail. Un homme d'un certain âge, qui prend la vie au sérieux, un honnête père de famille. Il arrive mais il a besoin de tout ce qu'il gagne. Je me plais à imaginer tout cela. Un appliqué en tout cas, on le voit à ses vêtements. Il n'aura pas voulu qu'on soupçonne le tourment qui l'accable, et il aura dit à sa femme qu'il allait prendre l'air de la nuit.

Je songeais en m'éloignant que le sentiment naturel que nous éprouvons devant pareil spectacle, autant qu'il nous est permis de le ressentir sans orgueil, est un sentiment de pitié. Voici un homme que tourmente le démon de l'avarice. Nous avons mal pour lui. Nous voudrions apaiser le feu qui le consume, le ravir à l'esclavage des choses et l'aider à prendre un doux empire sur

le monde physique. "Et les anges s'approchèrent pour le servir". Et toute la création matérielle s'empresserait autour de son esprit délivré.

La vue du mal physique est intolérable. Nous nous portons spontanément au secours des affligés. Le coeur pur, ou comme on dit si discrètement, le juste éprouverait non seulement devant le mal physique mais surtout devant le mal moral, et non seulement devant ce misérable attachement aux choses qui passent mais plus encore devant de plus grandes passions, un profond sentiment de compassion. Non seulement l'avarice mais la colère, l'intempérance et la haine doivent exciter sa pitié.

L'origine du mot compassion nous révèle son double sens. Nous pâtissons avec quelqu'un. Nous partageons sa souffrance, mais sans prendre part au mal qui l'accable. Nous sommes de la même pauvre nature que lui cependant, et seule une victoire nous préserverait du mal. Ainsi dans la compassion voit-on encore une passion aux prises avec une passion, le feu de la vérité emportant sur son passage le feu de l'erreur.

Mais plus le mal est spirituel, et plus nous avons de peine, hélas! à compatir. Qui a pitié de l'orgueilleux?

Quand nous voyons un ami se blesser au travail, nous ne calculons pas pour le soulager. Nous éprouvons encore une pitié instinctive devant la pauvre femme qui convoite un magnifique mobilier de cuisine, ou le brave petit homme tombé sur des publications impudiques. Nous voudrions les divertir. Notre corps, qui est physique et connaît lui aussi une compassion, nous aide beaucoup si le mal est physique ou si l'objet physique de la passion dépasse évidemment les forces de celui qui en souffre. Et nous nous portons naturellement au secours de la faiblesse.

Mais si la pauvre femme est voleuse? Si le brave petit homme est une fripouille? Et pour aller au pire, si le passionné est un orgueilleux ou un haineux qui exerce précisément contre nous sa haine ou sa volonté de domination? Et pourtant un visage peu sympathique, c'est presque toujours le cas. Nous sommes à peu près tous des récidivistes.

La compassion nous porte à considérer que si l'un est enfant, l'autre, tout adulte qu'il soit devant le mal, est infirme. Et c'est pourquoi le missionnaire, sous tout rapport infirmier, porte la vérité à des êtres à peu près sots ou parfaitement vicieux.

Me permettrez-vous de dire d'un mot toute ma pensée? L'amour des hommes est impossible sans l'amour de la vérité, qui est une personne; et la pitié impossible sans la piété.

Jean-Guy BLAIN

N.D.L.R. — Le métier de prophète s'est avéré singulièrement difficile, ces derniers mois, pour les observateurs de la politique française. Ceux qui s'obstinaient à ne voir en De Gaulle qu'un exécuteur fascisant des volontés militaires et "ultra" ont dû reviser leur jugement. Et ceux qui croient la partie gagnée, dès aujourd'hui, pour la démocratie et le bon sens, devront peut-être demain modérer leur optimisme.

En publiant ici le point de vue d'un jeune Français de Montréal, qui prend partie contre De Gaulle, **Cité libre** veut surtout souligner l'existence d'une position minoritaire qui ne s'est guère exprimée chez nous, que les événements du jour contredisent, mais qu'on ne saurait ignorer si l'on veut comprendre quelque chose à la suite des événements.

LES FRANÇAIS PARLENT AUX FRANÇAIS
ou
POURQUOI DUPLESSIS A RAISON

> Puisse toute chose dite habituelle vous inquiéter. Dans la règle découvrez l'abus...
>
> (Bertolt Brecht, **L'exception et la règle.**)

On le sait, la culture française, à la fois cartésienne et racinienne, sert de modèle à l'occident. A cette culture il faut ajouter quelques prestiges historiques: prise de la Bastille, Napoléon 1er et "France libre".

Si un autre peuple reconnaît le rayonnement de la culture française et veut rester fidèle à l'enseignement, à la fois noble et démocratique, dont l'Université de Paris est un fleuron célébré universellement, c'est bien la province de Québec.

L'un des esprits les plus marquants de cette France exemplaire est André Malraux. Un sage et un enthousiaste. Malraux a eu l'intelligence d'être de gauche avant d'être de droite. L'intelligence d'écrire une Condition dite humaine avant de faire campagne pour une Constitution dite républicaine. L'intelligence de composer une Psychologie dite de l'Art avant de servir une **information** qui convienne au service de parachutistes dit d'action Psychologique. L'intelligence de faire parler beaucoup de lui au moment du dernier prix Nobel (lequel on attribua malencontreusement à Camus, un intellectuel non-engagé et **inactif**) avant de parler beaucoup pour un général et un intellectuel d'**action**, Soustelle. L'intelligence d'annoncer le discours du général De Gaulle aux invités place de la République (1), le 4 sep-

(1) Le 4 septembre 1958, pour atteindre la place de la République, il fallait présenter une carte officielle à quatre ou cinq contrôles assurés par des policiers ou des membres de l'ex-service d'ordre R.P.F. La foule des non-invités était maintenue dans les rues alentour. Le commissaire Bourde (son nom) avait pour maintenir l'ordre 1,500

tembre 1958, en reprenant le célèbre thème des Français parlent aux Français, commençant sa harangue par "Ici Londres" et l'achevant par "Ici Paris". Pierre Mendès-France a fait parler de lui parce qu'il osait s'engager, et la conspiration du silence s'est faite autour de sa conférence de presse du 7 septembre (2). Mendès-France est un Juif et un communiste. Mais Malraux est un vrai Français, il a été retransmis par Radio-Canada, il a servi à éclairer la population d'ici, son "message" "Les Français parlent aux Français" ne s'adressait-il pas un peu, d'ailleurs, dans les termes, aux Français résidant à l'étranger et aux Canadiens français?

Tous les officiers et tous les sous-officiers resteront armés durant leurs permissions. Des barrages seront établis sur toutes les grandes routes pour vérification de tous les véhicules. Les Comités de salut public ont armé 10,000 hommes prêts à agir à différents points importants de la métropole (3). Mais de l'autre côté de l'océan Atlantique. Pas à Montréal, où les Français auront voté **oui** à la constitution qui aura nécessité ces "mesures" avant même d'être en vigueur (4).

Combien, comme Jean Vincent, auront tenu à s'engager, auront su quelle responsabilité ils assumaient, auront eu l'intégrité de

---

gardiens de la paix, 30 compagnies de gendarmes républicains, 6 compagnies de C.R.S., 300 inspecteurs en civil sillonnant la foule sans arrêt, 46 motocyclistes parcourant sans cesse les boulevards se terminant place de la République, 12 compagnies d'intervention munies d'un équipement spécial, placées parfois à plusieurs kilomètres de la place. Le reportage passé par Radio-Canada laissait entendre bien des clameurs "lointaines" et il y eût la phrase malheureuse de Malraux: "Et ceux qui crient, là-bas..." Mais pour savoir au juste ce qui se passait assez loin des micros, il faut lire le compte-rendu de Jean Cau dans **L'Express**" du 11 septembre, No 378.

(2) Intégralement rapporté dans **L'Express** du 11 septembre, no 378.

(3) Pour savoir exactement dans quelles conditions, dans quelle clandestinité et par quels hommes a été préparée puis menée à bien l'effervescence politique en France des derniers mois, il est absolument nécessaire de lire trois exemplaires de **L'Express,** 22 mai, No 362; 29 mai, No 367; 26 juin, No 367 bis. On lira aussi avec profit dans plusieurs des derniers numéros de **France-Observateur** plusieurs enquêtes sur les différents groupements formés à Alger et s'étant installés en France, ainsi qu'une analyse du "Service d'Information et d'Action psychologique" et des critiques économiques importantes de Sauvy. Ceci, à parts égales, pour l'information et la psychologie.

(4) Ce n'est sans doute pas au seul Malraux, cette fois, qu'il faut attribuer l'intelligence d'avoir fait voter les Français résidant à l'étranger, tandis qu'on plébiscitait les Africains et qu'on assurait les votes algériens en en confiant l'organisation à l'armée.

dire N O N? (Quant à se demander combien tiendront pour une preuve de plus le fait que ce soit justement l'article de Vincent, le plus honnête et le plus dialectique, le seul d'une vigueur sûre et utile dans trois pages du **Devoir** consacrées au référendum français, le samedi 20 septembre...? Il n'y a de déductions et de pléblicites que ceux qu'on mérite...)

"De Gaulle propose aux Français une 5e République forte et libérale" titrait Jean-Marc Léger. Qui affirmait que tout serait compromis, tout ce qui a été fait, si la France ne votait pas pour la constitution De Gaulle – Malraux – Soustelle – paras. Concluant: "Seul un "intellectualisme" maladif ou un dangereux sectarisme peuvent cacher ces vérités d'évidence". Argument suffisant.

Peu trouveront que c'est énoncer une politique de maniaque épique, politique à la Savonarole, à la Maurras, entre autres types repensés et perfectionnés par Malraux, celui-ci ayant évité l'intellectualisme maladif puisque l'Espoir le mena jusqu'à la République des invités et des gardes-mobiles.

L'article de Jean-Marc Léger était l'article "officiel" du **Devoir**, l'article de Jean Vincent étant simplement l'expression d'une opinion.

Je ne sais pas si c'est à dessein que Vincent fit allusion au franquisme. Je sais que l'Espagne est une preuve, une "vérité d'évidence". L'Espagne avec son système politique entre les mains de l'armée et du clergé qui se justifient l'un l'autre au pouvoir, l'Espagne dont la presse officielle approuve le projet De Gaulle, l'Espagne où, lorsqu'on ne fait pas partie du clergé, de l'armée ou de la haute noblesse (l'authentique ou l'achetée), on n'a pas de quoi se payer des études, l'Espagne où on est ouvrier à quatorze ans, avec le droit de grève très officiellement et la déportation aux Asturies très réellement si l'on se met en grève. (Pour ceux qui se méfient sagement des rapprochements hasardeux, notons que le fascisme était impensable en Espagne lorsque Franco était au Maroc, comme il était impensable en France en 1946, la "Résistance" était là pour le prouver – **impensable...**)

x x x

Le problème essentiel dans la province de Québec est le problème de l'enseignement.

Toute une action politique est menée en fonction des conditions déplorables dans lesquelles sont les universités canadiennes-françaises. A-t-on assez reproché à Duplessis de prétendre s'en tenir aux études primaires?

"...les grandes organisations représentatives des enseignants français – le Syndicat national des instituteurs, le Syndicat national de l'Enseignement secondaire, le Syndicat national de

l'Enseignement technique — décident toutes à l'unanimité (moins deux ou trois voix) de se prononcer au nom de leurs adhérents, pour le Non au Référendum. Plus de 200,000 maîtres de l'enseignement réunis dans leurs syndicats autonomes, rigoureusement indépendants de tout parti politique, prennent ainsi position. Ils s'engagent dans la bataille, contrairement à leur tradition, parce qu'ils considèrent qu'en cette occasion très particulière c'est leur devoir de le faire"(5).

DEVOIR: Ce à quoi on est obligé. Exercice qu'un maître donne à ses élèves.

Etre favorable à une Constitution contre laquelle prend position tout le corps enseignant français; que doit en penser Duplessis?

Vous avez raison, monsieur Duplessis, on ne saurait trop se méfier de l'intellectualisme maladif, c'est un **devoir** que de l'éviter et s'en tenir aux études primaires. Il faut penser à assurer l'impensable. Les études primaires ont toujours suffi pour former des corps d'élite de parachutistes ou des groupes Simca de briseurs de grèves, des préfets-capitaines et des services d'ordre pour tout renouveau national. Pour voter "oui" l'école primaire suffit. Patience et fermeté, foi en l'église et l'armée, le Malraux du Québec ira un jour à une Place d'Armes des invités et de la police municipale (6) prévenir: "Ici Montréal! Les Français parlent aux Français!" Et l'on vous prendra pour arbitre, monsieur Duplessis qui comprenez dès aujourd'hui les méfaits de l'intellectualisme et du socialisme maladif, pour sauver le Québec, lui redonner une unité nationale et une indépendance forte. La règle de trois s'apprend à l'école primaire. Ici Londres, ici Paris, ici Montréal. C'est une tradition qu'on peut retenir sans aller à l'Université. Ce n'est pas le NON de tous les corps enseignants qui y changera quoi que ce soit.

Ni Claude Fournier: "Un engrenage qui tourne encore dessine le remous par où descendent les hommes que j'aime." Pour un pays fort et libéral. Oui.

Patrick STRARAM

---

(5) J.-J. Servan-Schreiber, dans **L'Express** du 11 septembre, No 378. Annoncée sur deux petites colonnes au bas de la page 7, page réservée aux chroniques hebdomadaires "Université, Jeunesse" par **Combat** le 10 septembre, No 4,416.

(6) Les différentes milices organisées en France recrutent sans demander de casier judiciaire. Vous avez raison, Monsieur Duplessis, laissez attendre trois étudiants illuminés et demandez à Langlois de récupérer quelques vagabonds pour nettoyer la ville. On pourra toujours les rallier. Intégration, intégration!

Flèche de tout bois

UN NOUVEAU TYPE: PYBUS

On ne saurait s'appeler le président Pybus sans relever du comique universel. Toutes les conditions habituelles de la farce du monsieur à breloques, bourgeois à col dur, nanti et ne gardant sa morgue que grâce à l'absence providentielle de la Roture dans son cercle d'intimes, me paraissent entourer ce monsieur que je ne connais pas et qui, l'autre jour, a publiquement philosophé. Cet important diseur de pas grand'chose, qui était, le 7 octobre, président de la Chambre de Commerce du Canada, et l'est peut-être encore, éructeur en poste des inodores lieux-communs du capitalisme, n'a pas manqué sa présidentielle chance de faire ce qu'il pouvait pour l'avancement de la bêtise sociologique. Par la bouche de Pybus, le négoce aristocratique a, une fois de plus, et dans l'ordinaire style de pensée des barons de la combine, rencontré, par nécessité, le domaine de la réflexion. La rencontre du capitalisme et des idées est toujours saugrenue, le monde entier, sauf les Américains, sait bien cela. Mr. Chairman avait une suggestion à faire sur la façon de mettre fin aux conflits industriels. Il l'a faite. L'arbitrage obligatoire. Pour régler les conflits qui "menacent de s'éterniser". L'autorité de l'Etat s'exerçant par le truchement de tribunaux "impartiaux". Quand la plaisanterie à suffisamment duré. "Quand les représentants de la direction et des syndicats ne peuvent en venir à un accord et qu'ils ne se préoccupent pas de leurs responsabilités envers la communauté."

"Je suis assez optimiste pour croire que le bon sens prévaudra," ajoute ce commercial oracle, ce qui constitue certes une puissante observation. Mais le bon sens, mon cher Pybus, habite précisément environ un million de présidents de rien du tout, qui par malchance trouvent que vos histoires de justice distributive ne valent pas la minute de silence étouffé avec laquelle ils vous écoutent, rate dilatée. A tous les contes de magistrats dispensateurs, ils préféreront sans doute, histoire de sens commun, continuer — vous avez la formule — de menacer de vous éterniser!

P. V.

CITÉ LIBRE

DIRECTEURS:

Pierre-E. TRUDEAU — Gérard PELLETIER

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION:

Guy CORMIER

Abonnement: 4 numéros, $2.00

C.P. 10 - Station Delorimier

Montréal (34) — P.Q., Canada.